

# Programme du gouvernement : Lokondo plaide pour la décrispation politique

PAGE 4

N° 7022 du jeudi 18 mai 2017

Prix : 2500 FC

# Le Potentiel

Membre du réseau Médiat

35<sup>ème</sup> année

**17 mai 2017, un anniversaire sous haute tension**

# Evasion spectaculaire à la prison de Makala

P. 2

# Bruno Tshibala : une investiture sur fond de contestation

P. 3

## À HAUTE VOIX

Mauvaise augure

LE POTENTIEL

La République démocratique du Congo passe un sale temps qui suscite des interrogations multiples. Que se passe-t-il au juste ? Comment identifier les problèmes ? Et les solutions durables, d'où viendront-elles ?  
(Suite à la page 2)

*Le Prof André Mbata à la MP et aux «tambourinaires du pouvoir»*

Cessez de rêver, il n'y aura pas de référendum constitutionnel pour accorder un 3<sup>ème</sup> mandat à Kabila

PAGE 3

**SUIVEZ RADIO 7 SUR 106.1 MHz**

Éditeur

GROUPE DE PRESSE



Siège social  
873, av. du Bas-Congo,  
Kinshasa - RD Congo

La passion d'informer sans passion

## Sommaire

### Politique

Investiture de Bruno Tshibala : controverse dans la classe politique

PAGE 5

### Économie

Les institutions financières du Comesa au chevet de la RDC

PAGE 6

### Société

Vient de paraître : «Le Général d'Armée François Olenga tel qu'il est connu»

PAGE 7

### Communication

Message de félicitation de la Socir au Premier ministre Bruno Tshibala

PAGE 11

### Dernière heure

La RDC réalise ses deux premières opérations chirurgicales à cœur ouvert à Ngaliema

PAGE 16

**La RDC est un patrimoine commun à tous les Congolais**

## À haute voix

## Mauvaise augure

(Suite de la page 1)

D'aucuns pensent qu'en répondant correctement à ces questions, les gouvernants peuvent bien orienter le lendemain des Congolais.

Comment expliquer qu'une prison centrale, la forteresse la plus sécurisée du pays, soit attaquée par un groupe d'individus, organisé soit-il ? A quel niveau de commandement le problème s'est-il posé ? Franchement, les Congolais ont difficile à croire à ce que d'aucuns qualifient de « scénario mal conçu ».

Si le verrou du Centre pénitentiaire de Makala, arrive à sauter du fait d'un petit groupe d'individus, il y a de quoi s'inquiéter pour la sécurité des citoyens et du pays.

Hélas ! Des individus qui prennent le temps de passer toutes les barrières de la prison jusqu'à casser les entrées de différents pavillons sans être inquiétés par des renforts militaires, alors que le camp colonel Kokolo se trouve à moins de 5 kilomètres de la forteresse saccagée, dépasse tout entendement. Des responsabilités doivent être établies.

Déjà, il faut épingleur que pour des raisons purement stratégiques, une prison centrale ne peut être construite en pleine ville. Ne serait-ce que pour des raisons de sécurité, une prison centrale doit se retrouver à plusieurs dizaines de kilomètres de la ville, sinon dans la périphérie. Des spécialistes ajoutent qu'en cas d'évasion – dans l'hypothèse où la prison était construite loin de la ville – les évadés auraient de la peine à retrouver de domicile de refuge sans que les forces de sécurité s'en aperçoivent. Dans des pays normaux, des démissions devaient pleuvoir au lendemain de cette évasion spectaculaire signalée à la prison de Makala.

Malheureusement, en RDC, le mot « démission » ne préoccupe guère les gouvernants. Ils préfèrent faire des déclarations dans les médias, avançant parfois des arguments incohérents, pour montrer au chef qu'ils travaillent.

17 mai 2017, un anniversaire sous haute tension

## Evasion spectaculaire à la prison de Makala

**Mercredi matin, Kinshasa s'est réveillé sous haute tension. Raison : une évasion spectaculaire a eu lieu tôt dans la matinée à la prison centrale de Makala. Jusque tard dans la soirée, l'opinion s'est livrée à la guerre des chiffres et des raisons profondes de cet incident qui a perturbé les manifestations officielles prévues pour célébrer les 20 ans de la révolution menée par l'AFDL. Quant au ministre de la Justice, il affirme que le coup a été orchestré par des miliciens de réclamant de Ne Muanda Nsemi.**

## LE POTENTIEL

En ce jour anniversaire de l'entrée des troupes de l'AFDL et de la fuite du président Mobutu de Kinshasa, plusieurs centaines de prisonniers de la prison de haute sécurité de Makala, située dans la périphérie Sud de la ville de Kinshasa, ont pris le large dans une facilité inouïe. Sur la reconstitution des faits, des versions contradictoires circulent dans la ville.

Mais, selon des témoins habitant les quartiers environnants de la prison de Makala, les premiers indices de tension sont apparus vers les petites heures du matin. « C'est vers 3h du matin que nous avons entendu siffler les balles et, à un certain moment, les prisonniers ont commencé à sortir. Ils étaient vraiment nombreux. Je ne dirais même pas des centaines mais plutôt plus de 1 000 personnes. Les gens sortaient

comme s'ils venaient d'un match de football, en chantant », a raconté à RFI un témoin habitant à proximité de la prison.

Des sources, notamment celles relayées par le ministre de la Justice, rapportent que des gens se réclamant proches du gourou Ne Muanda Nsemi de la secte politico-religieuse Bundu dia Kongo, ont pris d'assaut la prison de Makala pour libérer leur leader emprisonné dans ce centre pénitencier. Des témoins relèvent que des évadés, fondus parmi les assaillants, ont pu accéder au pavillon 7, puis à la direction de la prison. Ils ont fait sortir toutes les femmes en premier lieu. Puis ils se sont dirigés vers les VIP du pavillon 1 où certains « prisonniers emblématiques », selon les termes du ministre Thambwe Mwamba, n'ont pas voulu se prêter à ce jeu.

La tension a gagné fi-

nalement tout le centre pénitencier. Des témoignages des habitants des quartiers de la prison, notamment ceux des communes de Selembao, Ngiri-Ngiri, Bumbu et Bandalungwa, parlent d'un nombre impressionnant de plus de 4000 évadés.

## BILAN NON ENCORE ÉTABLI

Difficile pour l'instant d'établir avec précision le bilan des événements de la prison de Makala. Cité par RFI, le porte-parole du gouvernement, Lambert Mende, note que plusieurs dizaines de prisonniers se seraient échappés.

Parallèlement, cette évasion spectaculaire s'est accompagnée de dommages collatéraux estimés, selon un bilan provisoire non encore officiel, à une cinquantaine de morts, prisonniers et policiers qui ont eu le malheur d'être pris pour cible par les forces de l'ordre et les évadés.

En attendant une version officielle plus élaborée, ce nouveau malaise vient s'ajouter à la longue liste de faits qui apportent la preuve de l'existence d'une crise aux conséquences insoupçonnées

née particulièrement de l'imbroglie qui continue à entourer la mise en œuvre de l'Accord du 31 décembre 2016, signé le jour même entre signataires et non-signataires de l'accord du 18 octobre 2016 de la Cité de l'Union africaine.

Juste tard mercredi, l'on apprenait qu'un conseil national de la sécurité réunissait les plus hautes autorités du pays. On doit s'attendre sûrement à des mesures de coercition et de repréailles à la suite des événements qui ont secoué la prison centrale de Makala. Présent à la réunion, le ministre Alexis Thambwe Mwamba s'est confié à radio Okapi, sans autre précision.

Pendant ce temps, un calme précaire règne dans ce centre pénitencier, la prison ayant été vidée d'au moins 75% de ses pensionnaires, confirment des sources concordantes. Un contrôle a d'ailleurs été organisé le même mercredi à la prison pour voir qui était encore là dans sa cellule.

Selon la radio Top Congo, émettant depuis Kinshasa, une trentaine d'évadés ont été récupérés par les services de la police.

## Alexis Thambwe Mwamba : « Les miliciens de Ne Muanda Semi ont réussi à le faire évader »

**Alexis Thambwe Mwamba, Bonjour. Des tirs ont été entendus ce matin à la prison centrale de Makala. Qu'est-ce qui s'est passé concrètement ?**

Les miliciens de Ne Muanda Nsemi ont organisé une attaque de la prison. Plusieurs parmi eux avaient des armes de guerre et ils ont réussi à faire évader Ne Muanda Nsemi et plusieurs prisonniers. Il y a eu un échange de tirs avec la police qui est commise à la surveillance de la prison. Plusieurs prisonniers sont dans la nature.

**Quel bilan avez-vous enregistré de cette évasion ?**

Pour des raisons d'enquête, je ne donnerai pas de chiffres. Mais il y a plusieurs évadés. Les services aussi bien de renseignements que la police sont en train de faire le travail. L'alerte a été don-

née à travers la ville et les routes environnantes. Les services travaillent.

**L'avocat de Ne Muanda Nsemi rejette la possibilité pour son client de s'échapper de la prison et estime que c'est un montage du gouvernement congolais. Comment réagissez-vous ?**

Vous savez, c'est un farfelu. Parce que s'il va aujourd'hui à la prison de Makala, il se rendra compte que son client est bel et bien parti. C'est un avocat certainement irresponsable, peut-être même militant et qui agit contrairement aux règles de déontologie de notre métier, puisque moi-même je suis avocat.

**Comment expliquer, M. le ministre, qu'une telle évasion ait lieu alors que la prison centrale de Makala est l'une des prisons les plus sécurisées de la RDC ?**

Nous sommes en train de faire une enquête et tous les services sont mobilisés. Pour des raisons d'enquête, je ne ferai pas une autre déclaration pour le moment. Mais je peux vous assurer pour le moment que Ne Muanda Nsemi est effectivement en fuite. Ce sont ses miliciens, et nous avons des preuves matérielles pour affirmer ce que je suis en train de dire. On a eu des victimes parmi les gardiens, il y a aussi des victimes du côté des miliciens et du côté des prisonniers. Mais tous les services sont en place et nous sommes sûrs que nous allons les récupérer.

**Certaines rumeurs attribuent cette attaque aux éléments de Kamuina Nsapu qui ont organisé cette évasion. Avez-vous des preuves qui attestent que ce sont des adeptes de Bundu dia Mayala, en dehors du fait que Ne**

**Muanda Nsemi se soit évadé ?**

Des déclarations s'agissant des implications de Kamuina Nsapu, ce sont des bêtises. Nous avons des preuves et des éléments que je ne peux pas donner pour ne pas gêner l'enquête. Mais je vous confirme que ce sont des adeptes de Ne Muanda Nsemi qui ont attaqué la prison, qui l'ont fait sortir, qui ont fait sortir d'autres prisonniers en nombre important. Tous les services sont sur l'enquête. Je ne donnerai pas plus de détails.

**Vous venez d'une réunion de sécurité pour statuer sur cette situation. Quelles dispositions avez-vous prises quant à ce ?**

Quand on vient d'une réunion de sécurité, ce n'est pas pour donner des détails à un journaliste.

PROPOS RECUEILLIS PAR MICHEL KIFINDA NGOY (RADIO OKAPI)

**Le Prof André Mbata à la MP et aux «tambourinaires du pouvoir»**

## Cessez de rêver, il n'y aura pas de référendum constitutionnel pour accorder un 3<sup>ème</sup> mandat à Kabila

**Il est le constitutionnaliste congolais, le mieux connu dans le pays et en dehors des frontières nationales non seulement pour ses enseignements mais aussi et surtout pour avoir contribué à donner le coup fatal qui avait envoyé la MP au tapis après qu'il ait relevé les «hérésies» dans le livre de son collègue Prof Evariste Boshab qui était intitulé : « Entre la révision constitutionnelle et l'inanition de la Nation ».**

Entre l'inanition de la nation proposée par Evariste Boshab, cadre de la MP, le professeur André Mbata, spécialiste en droit constitutionnel, avait fait une réplique qui a balayé d'un revers tous les arguments de la MP. Le livre du professeur Boshab commandé et financé par le gouvernement était censé préparer le terrain à une révision de l'article 220 de la Constitution afin de donner à Joseph Kabila une présidence à vie ou à durée indéterminée. La MP était certes battue KO, mais elle n'avait pas abandonné pour autant.

Enivrée récemment par sa «*pêche miraculeuse*» dans la «*marre des opposants*» où elle a réussi facilement à débaucher certains vrais-faux membres du Rassemblement et du Front pour le respect de la Constitution alors que la fameuse Opposition signataire de l'Accord de la Cité de l'Union Africaine était déjà bien en poche, la MP a finalement levé l'option d'un référendum en vue de faire sauter l'article 220 de la Constitution.

La décision aurait été formellement prise lors de la réunion de son bureau politique tenue à Kinshasa le 13 mai 2017. Comme à l'apogée du MPR, Parti-Etat de triste mémoire, la MP a juré «*fidélité sans faille au chef de l'Etat*» comme règle de discipline. C'est Alain Atundu Liongo, l'ancien chef des services de sécurité de Mobutu devenu porte-parole de la MP par la magie de la «*Révolution de la Modernité*», qui s'est chargé de distiller l'information par voie de presse.

Moins de 48 h après, c'était le tour de Me Célestin Tundaya Kasenda,

cadre de la MP, de se donner une tribune pour répercuter la nouvelle dans un article publié par Forum des As et relayé par le site d'informations en ligne 7sur7.

Me Célestin Tunda, ancien vice-ministre de Kabila et collègue de promotion du prof Evariste Boshab, est licencié en droit de la Faculté de Droit de l'Université de Kinshasa. Mais nul ne sait l'université ou académie qui lui a octroyé un diplôme de «*spécialiste en géopolitique*» comme il se présente. Par ailleurs, comme tous les traîtres pudiques de la Nation qui se voilent le visage, il se cache ou il a bien honte de mentionner qu'il est aussi le Secrétaire général adjoint du PPRD en charge des questions politiques et relations extérieures.

Il a conclupar ces termes : «*La mise en œuvre de l'Accord de la Saint Sylvestre nous a révélé clairement que le Rais Joseph Kabila ne pourra pas abandonner la gestion du pays du jour au lendemain de n'importe quelle manière. Sinon ce serait l'embrasement généralisé du pays. En conséquence, il faut se préparer à booster une autre dynamique. Le Rwanda de Paul Kagame ainsi que le Congo de Sassou Nguessou ont réussi pacifiquement leur virage*».

Il est donc clair pour ceux qui étaient encore trop naïfs pour ne pas le croire que le «*Roi Kabila*» ne veut pas de la mise en œuvre de l'Accord de la Saint Sylvestre. Très bien placé parce qu'étant la troisième personnalité du parti présidentiel (PPRD), Me Tunda nous apprend que contrairement

au discours officiel, Joseph Kabila n'est pas favorable aux élections et cherche par contre à se cramponner au pouvoir par le recours au référendum comme Paul Kagame au Rwanda et Sassou Nguessou au Congo.

### LA RÉPLIQUE DU PROF MBATA

Interrogé lundi, alors qu'il venait d'arriver d'une conférence à Maputo au Mozambique, le prof André Mbata n'a pas été prolix dans sa réponse. Sur un ton ferme et convaincu, le professeur a recadré le débat.

D'entrée de jeu, le prof a dévoilé sa conviction la plus profonde. «*Que ces messieurs et dames de la MP cessent de rêver. Il n'y aura pas d'inanition de la Nation par référendum constitutionnel sur l'article 220 pour consacrer une monarchie présidentielle. Le compte à rebours a commencé. Cette MP dont vous entendez parler et qui vous donne l'impression d'être forte et soudée derrière son autorité morale ne sera plus. Si vous m'appelez le 15 mai 2018, un nouveau Président de la République aura déjà passé plusieurs semaines comme chef de l'Etat congolais au Palais de la Nation*», réagissant à chaud à l'investiture samedi au Palais du peuple du Premier ministre Bruno Tshibala.

Il s'est chargé de ramener Me Tundaya Kasenda, cadre de la Majorité présidentielle, dans les rangs. A ce propos, le prof André Mbata a souhaité que Me Célestin Tundaya Kasenda, qui a étudié le droit public international, puisse se recycler pour se faire une bonne interprétation du Titre VII, spécialement les Articles 218 et 220 de la Constitution. Le prof a tenu à rappeler ce qu'il n'a cessé de dire depuis juin 2013 que «*le référendum n'est possible que sur les matières révisables et non pas sur celles qui sont implicite-*

*ment ou expressément intangibles comme la forme républicaine de l'Etat, le principe du suffrage universel, la forme représentative du Gouvernement, l'indépendance du pouvoir judiciaire, le pluralisme politique et syndical ainsi que le nombre (deux) et la durée (cinq ans) du mandat du Président de la République qui sont verrouillées par l'Article 220 de la Constitution*».

De même que le référendum est exclu pour une matière comme la forme républicaine de l'Etat, le prof Mbata estime qu'«*on ne peut pas aller au référendum pour ré-établir l'esclavage, supprimer les droits et libertés des citoyens ou renoncer à l'indépendance du pays, aucun référendum constitutionnel ne peut non plus porter sur le nombre et la durée du mandat du Président de la République qui n'a donc pas d'autre choix que de déguer au terme de son second mandat*».

Il prend alors à contrepieds La MP et ses juristes qui, note-t-il, «*ont intérêt à apprendre ou à réapprendre les fondamentaux du droit constitutionnel congolais en vigueur au lieu de se fier aux nombreux aventuriers, affairistes, retraités ou ménopausées intellectuels qui se recrutent dans ses rangs ou à l'étranger comme Didier Maus*». Aussi rappelle-t-il que «*l'autorité morale de la MP qui avait déclaré ne pas avoir dans son entourage (PPRD et MP) 15 personnes compétentes pour développer le Congo se moque bien de leurs gesticulations et prépare déjà sa vie après la présidence en sachant que le peuple congolais est résolument debout pour contrer tout coup d'Etat contre la Constitution*».

Le prof André Mbata a dès lors fait la promesse de «*ne fléchir pas tant que la première alternance démocratique ne se sera opérée en RDC*».

LP

## Bruno Tshibala : une investiture sur fond de contestation

**Huées, bruits à l'aide de Vuvuzela, c'est la réaction des députés du Rassemblement, après avoir soutenu avec arguments à l'appui mais sans succès, la motion incidentielle appelant le rejet de l'investiture du gouvernement Tshibala pour violation de l'Accord du 31 décembre 2016. La MP étant majoritaire à l'Assemblée nationale, l'investiture de Bruno Tshibala a quand même eu lieu mais sur fond de contestation.**

PITSHOU MULUMBA

L'hémicycle du Palais du peuple a ressemblé, mardi 16 mai, à un stade de football où les supporters rivalisent d'ardeur par des animations chaudes destinées à réveiller les athlètes sur l'aire de jeu. Et pourtant, le rendez-vous du jour était politique avec la présentation du programme du gouvernement suivie de son investiture à l'Assemblée nationale.

C'est avec des huées et des sons des Vuvuzela (ce long cor utilisé par les supporters de football en Afrique du Sud), que les députés du Rassemblement ont exprimé leur rejet de l'investiture de Bruno Tshibala! Après avoir soutenu avec arguments à l'appui, la motion incidentielle appelant le rejet de l'investiture du gouvernement Tshibala, ces élus du peuple ont à la détermination d'une majorité déterminée à imposer son schéma. Néanmoins, c'est tout

un message qui passe. Un message révélateur de la persistance de la crise et même de son aggravation à la suite de la controverse dans la compréhension et l'application de l'Accord de la Saint-Sylvestre.

Devant le micro, le député Udps Coco Munongo, auteur de la motion incidentielle contre Tshibala, est allé droit au but : «*Investir le Premier ministre Tshibala, c'est violer l'esprit et la lettre de l'Accord du 31 décembre 2016*», a-t-il dénoncé. Il a prévenu la représentation nationale sur l'aggravation de la crise actuelle dans la mesure où le Premier ministre nommé est contesté de toutes parts après avoir été exclu de son parti, l'Udps et du Rassemblement des forces politiques et sociales acquises au changement.

La tension due à la contestation de Brunon Tshibala duré plus d'une demi-heure. Comme pour punir l'Opposition, le signal de la Télévision natio-

nale (RTNC) qui retransmettait en direct l'événement a été coupé. Quelques minutes après, c'est le tour de celui de la RTNC3, chaîne dite institutionnelle. La plénière a repris, sans les députés nationaux membres du Rassemblement. Il s'agit des élus du groupe parlementaire Udps et alliés et les élus des partis du G7.

A cet incident s'est ajouté d'autres : le manque de normes protocolaires de la part du Premier ministre qui a demandé à l'assistance d'observer une minute de silence en mémoire d'Etienne Tshisekedi sans s'adresser préalablement au président de l'Assemblée nationale.

Finalement, l'investiture du gouvernement est intervenue tard dans la soirée, à l'issue d'un débat houleux. Le Premier ministre a présenté un programme ambitieux dont le premier chantier serait «*les élections*». Et pour y arriver, Bruno Tshibala a promis de mobiliser les moyens tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays pour assurer l'organisation des élections dans le délai convenu.

Le chef du gouvernement a laissé entendre que lui et son équipe auraient la prétention de maîtriser la crise éco-

nomique et d'endiguer l'insécurité notamment au Kasai. Et pourtant, il lui reste encore une autre tâche à accomplir, à savoir l'élaboration du budget 2017, tenant compte du contexte socio-économique du pays. En termes des chiffres, le nouveau gouvernement a dit se faire l'obligation de mobiliser 526 millions de dollars pour financer les trois premiers scrutins prévus à la fin de l'année en cours. Il a même envisagé la rationalisation du mode de scrutin actuel en instaurant un seuil d'éligibilité de 5 à 10 %. Cette proposition, comme d'autres innovations qu'il entend introduire dans le système électoral seraient, selon de nombreux experts, techniquement limitées du fait que le processus d'installation de la fibre optique en RDC reste une gageure. Cette volonté du Premier ministre de réussir là où ses prédécesseurs ont échoué a conduit la plupart des élus du peuple à qualifier son programme de «*catalogue de bonnes intentions*». Seule la suite des événements indiquera s'il aura eu ou pas les moyens de sa politique. D'ores et déjà, Bruno Tshibala devra s'armer davantage lorsqu'il s'agira de défendre le budget 2017.

## Programme du gouvernement : Lokondo plaide pour la décrispation politique

**Le député MP Henri-Thomas Lokondo reste préoccupé par la cohésion nationale qui implique la décrispation politique, du reste, non évoquée dans le programme du gouvernement, tel que présenté par le Premier ministre Bruno Tshibala avant son investiture par l'Assemblée nationale.**

PITSHOU MULUMBA

Le programme du gouvernement est passé au peigne fin, mardi 16 mai à l'Assemblée nationale. Intervenant au cours du débat, le député MP Henri-Thomas Lokondo a prévenu le Premier ministre sur la nécessité d'intégrer la cohésion nationale qui implique la décrispation politique telle que édictée par l'Accord du 31 décembre 2016, parmi les missions de son gouvernement.

S'agissant des élections annoncées dans les délais convenus avec la projection de la mobilisation des ressources internes et externes, Lokondo ramène le Premier ministre à la réalité des faits. « L'aide extérieure est hypothétique parce que les partenaires posent des conditionnalités avec la résolution 2348 du Conseil de sécurité qui est un acte juridique contraignant, lequel a endossé l'Accord et demande son application intégrale », a-t-il fait savoir. Dans la foulée, Lokondo estime que sans un accord



Npm : le député Henri-Thomas Lokondo (Photo d'archives)

formel avec le FMI, le gouvernement fera du sur-place.

### SI LES VISAGES DU GOUVERNEMENT N'ONT PAS CHANGÉ, LES USAGES DOIVENT CHANGER

A l'idée de rationaliser le mode de scrutin actuel avec la représentation proportionnelle intégrale, avec le plus fort reste pour l'instauration d'un seuil d'éligibilité de 5 à 10%, le Premier ministre n'aura visiblement aucun soutien de la part de la représentation nationale. La preuve, l'appel lui lancé

par Lokondo au prétoire, de laisser tomber cette idée, a été suivie d'acclamations frénétiques de l'auditoire.

Au chapitre de la relance de l'économie nationale, partant de la dépréciation du franc congolais, de la chute du taux de croissance et des réserves internationales de change, suivant le dernier rapport du comité de politique monétaire de la Banque centrale du Congo, l'élu de Mbandaka craint que l'Etat se retrouve bientôt en cessation de paiement. « C'est un scénario d'apocalypse qui devient de plus en plus plausible », alerte-t-il.

Ainsi, face à la limite avérée dans la mobilisation des recettes, à cause de la corruption, des malversations financières et autres détournements, Lokondo présente sa recette : « Auditer le pays avec le concours actif de la Cour des comptes et de l'Inspection générale des finances. Ce qui tue le pays, c'est le manque de contrôle et l'impunité érigés en mode de gestion. Il y a des gens qui sont révoqués ou suspendus pour des raisons de malversations financières mais la justice n'agit jamais », déplore-t-il.

Et de poursuivre : « quid de l'évaluation de la mise en œuvre effective par le comité de pilotage de 28 mesures urgentes prises par le gouvernement, sous l'impulsion du chef de l'Etat, pour la stabilisation et la relance économique de la RDC ? ».

Concernant la restauration de la sécurité, Lokondo interpelle le gouvernement sur le fait qu'à l'Est du pays, suivant l'évaluation de l'Accord d'Addis-Abeba, le Rwanda et l'Ouganda ne jouent pas franc jeu. Et sur l'affaire Kamuina Nsapu dans les Kasai, l'élu de Mbandaka n'y voit que la conséquence de la politisation à outrance de la vie nationale.

De ce point de vue, Lokondo qui attend voir le gouvernement passer à l'action espère, dit-il, que « si fondamentalement les visages du gouvernement n'ont pas changé mais les usages doivent changer ».

## Cinq questions à Jojo Sekimonyo (\*)

### 1. Qu'est-ce qui fait que le tissu économique de la RDC ne cesse de se dégrader ?

Hélas, toutes ces solutions sociales et économiques à moitié pensées ne sont jamais remises en question et continuent de justifier les politiques qui empêchent des millions d'êtres humains d'envisager une existence un tant soit peu digne. En matière de politique économique, je ne cesse de tomber sur une poignée de stratégies qui se contentent de répéter les mêmes mantras sataniques capitaliste auxquels je suis imperméable, mais qui suffisent à hypnotiser les plus naïfs d'entre nous. Des revenants mobutistes continuent à ruiner la sagesse de la nation à son stade embryonnaire renouvelé. En RDC, on hérite de constructions sociales aberrantes. Je me soucie fort peu des disparités pour la simple raison qu'elles sont des fossés structurels hérités de la nature. En revanche, je ne peux pas dé-

noncer les horreurs créées par le commerce ou négliger la moindre folie sociopolitique. Pour vomir mon argument, je dirai que l'injustice n'est pas un échec de la morale, mais plutôt un prodrome de constructions sociales abyssales. Les applaudissements que reçoivent les bouffons et les prédateurs ne font que détruire les espoirs de milliers d'âmes perdues dans les ghettos. Si on regarde les faits honnêtement, l'humiliation et le malheur amènent des gens vers des extrêmes déments.

### 2. Comment expliquez-vous alors les drames socioéconomiques structurels de la RDC de 2011 à 2017 ?

De façon superficielle, la phase actuelle de la RDC n'a rien à voir avec les horreurs et les folies du passé. La mise en place des conditions nécessaires ne peut passer par les élections, vu la stupidité de ce qui en sont sortis de précédents scrutins. En RDC et comme dans tous les pays



pauvres, nous sommes tous complices. L'indifférence et la passivité sont les favoris de toutes les couches de la société. Le nanisme émotionnel et intellectuel qu'on ignore jusqu'à ce jour sont des héritages de l'époque coloniale. Moins de trois décennies après la chute de la deuxième République, certains flirtent avec l'idée absurde que Mobutu était un visionnaire et un messie.

### 3. Que préconisez-vous pour le redressement de l'économie nationale ?

Aujourd'hui, la RDC a un environnement très attrayant pour des prédateurs vicieux, cherchant des investisseurs au lieu des instructeurs. Pourquoi Microsoft ne peut pas ouvrir en RDC une boîte de recherche et développement ? On dépense énormément d'énergie à répéter ce slogan agaçant : « l'augmentation des salaires déclenche automatiquement la crainte des investisseurs et les licenciements ». De telles affirmations sont totalement erronées et cela a été prouvé.

### 4. Quid de la montée du prix de passeport congolais ?

C'est une farce de très mauvais goût. Les preuves de la stagnation de la redistribution des richesses par les rats dans un système prédateurs sont irréfutables. Donc, le prix de passeport doit être à la portée de tous les Congolais, car ces derniers bénéficient de

droit civique.

### 5. Quelle lecture faites-vous quant à la publication du gouvernement Tshibala ?

La signature de l'arrangement par la MP et le Rassemblement n'est rien d'autre que de la poudre aux yeux pour faire croire aux esclaves modernes qu'ils vont les émanciper. Le public fait l'éloge inaudible des créatures désillusionnés, et minimisent l'impact du régime sociopathe de Mobutu. Une œuvre d'art peut être remplie de détails qui suscitent des émotions différentes selon la distance depuis laquelle on les observe. A contrario, les arrangements politiques entre les élites boursoufflées de préjugés qui vont à l'encontre du bon sens ne devraient faire une réponse derejet par la masse.

PROPOS RECUEILLIS PAR HERVÉ NTUMBA

(\*) Analyste économiste et politique

## Investiture de Bruno Tshibala : controverse dans la classe politique

**L'investiture du Premier ministre Bruno Tshibala a profondément divisé la classe politique. Entre la Majorité présidentielle qui fait semblant d'apporter son appui à ce dissident du Rassemblement et l'Opposition qui lui tourne pratiquement le dos, Bruno Tshibala entame son mandat dans un climat politique très tendu.**

LE POTENTIEL

**Jacques Djoli (MLC/Opposition) :** « Je ne sais pas honnêtement s'il faut appeler ça un programme. Parce que pour parler du programme, il faut aller au-delà de ce catalogue des bonnes intentions ou de réflexions spéculatives sans fondement concret. Je n'ai pas vu une ambition, une vision des actions et vecteurs pour atteindre cette vision. Les outils et les moyens, aucun chiffre ni chronogramme n'est décliné. On nage dans l'illusion si pas dans la désillusion. Sur le plan spécifique notamment des élections, l'élément critique de notre crise est la rupture de confiance et du consensus au sein de la classe politique. Ce gouvernement étant l'expression de cette rupture c'est-à-dire la violation de l'accord qui nous en porte à faux à la fois au plan interne et au plan externe. Ce programme n'a aucun soubassement matériel. Sur le plan économique on ne voit pas quels sont les outils et autres qui sous-tendent ce chapelet

de bonnes intentions. Alors, renvoyez tout au budget semble être une fuite en avant ou une simple esquivance et le gouvernement aurait pu dire ce qu'il a trouvé dans les caisses de l'Etat ; quels sont les axes qui vont permettre de rétablir les équilibres etc.

Au plan électoral, le gouvernement de la remise en cause de mode de scrutin. J'espère qu'on ne va pas ouvrir une boîte de pandore. Faute de consensus politique global, il sera possible de trouver un consensus politique au niveau électoral. Car le double déficit et politique et électoral pourront être des amplificateurs de la crise déjà profonde ».

**Pierre Ngandu (MP) :** « Le Premier ministre Tshibala nommé sur base de l'Accord de la Saint Sylvestre a été investi par le gouvernement conformément à la Constitution. Cette investiture consiste l'approbation par l'Assemblée nationale du programme d'action du gouvernement. Ce programme considéré comme l'expression chiffrée, est décliné sur trois axes qui sont : l'organisation des élections ; l'amélioration du vécu quotidien de la population ainsi que la réduction de l'insécurité à travers l'ensemble de la République. Les chances de réussite pour ce programme d'action sont réelles parce que le gouvernement qui est l'acteur principal est composé de la Majorité et de l'Opposition. Nous pensons qu'avec la présence de l'Op-



Bruno Tshibala, Premier ministre

position, la qualité de la gestion de la chose publique sera améliorée. La détermination de l'Assemblée nationale à œuvrer avec le gouvernement à travers le vote du budget est un grand atout.

Depuis le début de cette année l'Etat fonctionne sans budget. L'autorité budgétaire qui est le Parlement va aider le gouvernement à mobiliser suffisamment des ressources pour pouvoir atteindre ses objectifs. Cette mobilisation des ressources devra s'accompagner d'une lutte acharnée contre le coulage des recettes, mais aussi de l'amélioration de la qualité de dépenses publiques. Ces trois éléments pris en compte de manière sérieuse à travers l'analyse et le vote du budget de l'Etat. Le Parlement aidant, la présence de l'Opposition aussi, nous sommes assurés que ce programme a beaucoup de chances

de réussir pour nous conduire aux élections libres et paisibles».

**J.B. Mayo (UNC) :** « Votre programme est l'œuvre des officines ». Pour sa part, le député UNC Jean-Baudouin Mayo Mambembe s'est montré critique sur le programme du gouvernement présenté par le Premier ministre Tshibala. Il s'agit d'une œuvre des officines, a-t-il dénoncé. Ce cadre de l'UNC qui a également dénoncé la faible représentation de son parti au gouvernement, (passage de trois à un seul poste ministériel) n'a pas digéré l'écart d'effectif à celui défini par l'arrangement particulier. « Avez-vous le sentiment d'avoir respecté l'arrangement particulier ? De 54 à 59 membres tels que prévus, d'où vient cet ajout », a-t-il interrogé avant de souligner qu'il s'agit là d'un mauvais signal.

## Processus électoral : la Céni reçoit les encouragements du Forum des Commissions électorales de la SADC

RICH NGAPI

**A** l'issue de son séjour de travail à Kinshasa, la présidente en exercice du comité exécutif du Forum des Commissions électorales de la SADC (Communauté de développement des États de l'Afrique australe) (ECF-SADC) et présidente de la Commission électorale de Namibie, Mme Notemba Tjipueja, a encouragé la Commission électorale nationale indépendante (Céni) dans la préparation des élections. Elle aussi appelé tous les acteurs impliqués à promouvoir un climat de tolérance et de l'unité nationale tout au long du processus électoral. Mme Notemba était à la tête d'une délégation de cinq membres en visite à la Céni-RDC pendant la période du 13 au 17 mai 2017.

Dans sa conférence de presse tenue, mardi 16 mai au siège de la Céni, Mme Notemba a indiqué que le but de la visite était d'avoir des consultations avec leur commission-sœur (Céni) sur deux questions principales, à savoir la préparation de la Céni-RDC pour accueillir la 19<sup>ème</sup> Conférence générale annuelle de l'ECF-SADC qui se tiendra en septembre 2017 à Kinshasa. Le thème est «Indépendance

des organes de gestions des élections dans la région de la SADC – défis et meilleures pratiques ». Outre les préparatifs de l'Assemblée générale, le comité exécutif du Forum des Commissions électorales de la SADC est venu s'enquérir de l'état d'avancement du processus électoral en cours en RDC. « Cette visite est guidée par l'esprit d'unité, de soutien et de renforcement des capacités à une commission membre (Céni-RDC) pour l'encourager à exécuter son mandat de réalisation d'élections crédibles et transparentes », a déclaré Mme Tjipueja.

Par rapport à cette 19<sup>ème</sup> Assemblée générale, la délégation a noté avec satisfaction que la Céni est bien préparée et prête à l'accueillir.

En ce qui concerne les prochaines élections de la RDC, la délégation a noté les progrès réalisés par la Céni dans la préparation de la tenue des élections, en particuliers dans l'inscription des électeurs estimés aujourd'hui à 22 883 614 enrôlés. « L'ECF-SADC apprécie les efforts déployés par la Céni malgré les problèmes politiques, juridiques, logistiques et de sécurité en cours dans le pays », a indiqué la présidente de la Commission électo-



rale namibienne. Même si l'ECF-SADC reconnaît qu'un certain nombre de questions entourant la tenue des élections échappent au contrôle de la Céni, elle l'encourage à poursuivre et à redoubler ses efforts pour assurer que les élections crédibles se déroulent dans les délais les plus raisonnables.

Pour sa part, le président de la Céni, Corneille Nangaa a remercié toute la délégation pour le choix porté sur la République démocratique du Congo pour accueillir la 19<sup>ème</sup> Confé-

rence annuelle du Forum des Commissions électorales de la SADC qui se tiendra, à Kinshasa, du 25 au 29 septembre prochain. Il a également salué l'appui de cette organisation dans l'amélioration de la qualité des élections et du processus démocratique dans les 15 pays membres de la SADC.

« Les conseils de cette organisation, dont la Céni/RDC est membre, sont précieux à nos yeux », a reconnu M. Nangaa, qui a rassuré que « leurs observations et orientations ont trouvé une oreille attentive auprès de la Céni ».

L'ECF-SADC est un organisme régional composé de quinze commissions électorales des États membres de la SADC dont l'Angola, le Botswana, le Lesotho, le Malawi, l'Ile Maurice, le Mozambique, la Namibie, l'Afrique du Sud, le Seychelles, le Swaziland, la Tanzanie, le Zanzibar, la République démocratique du Congo et le Zimbabwe. Le Forum a, entre autres mandats, le renforcement de la coopération entre les commissions électorales et la promotion de conditions propices à la tenue d'élections crédibles et transparentes dans la région de la SADC.

## Les institutions financières du Comesa au chevet de la RDC

**OLIVIER DIOSO**

Le gouvernement « est déterminé à faciliter la promotion, dans le cadre des partenariats régionaux au développement, un accès durable des secteurs public et privé aux services financiers adaptés aux réalités économiques de la RDC et de favoriser des programmes de financement pouvant aider à développer des chaînes de valeur, surtout ceux soutenant les entreprises de transformation des secteurs porteurs de croissance ».

Le ministre des Finances, Henri Yav Muland, l'a fait savoir mardi 16 mai à l'ouverture du « Forum national sur les opportunités des financements et avantages offerts par la Banque de commerce et de développement (Trade Development Bank, TDB), l'Agence pour le commerce en Afrique (Aca) et la Zep-Re aux secteurs public et privé en RDC ». Le centre des événements Roméo Golf a servi de cadre à l'organisation de ce forum.

Il a fait remarquer que « le manque d'accès au financement et autres avantages, exacerbé par un contexte international caractérisé par la baisse de principaux cours des matières premières, constitue l'une des contraintes majeures au décol-

lage de l'économie de la RDC ». Cela avant d'indiquer qu'« en réponse à ce défi, le gouvernement, par le biais du ministère des Finances, dans sa mission de mobilisation des ressources financières, ... travaille à capitaliser les atouts et opportunités qu'offre l'intégration régionale au travers des organismes en charge de sa promotion et de sa mise en œuvre dans la région ».

### LES SECTEURS BÉNÉFICIAIRES D'INTERVENTIONS

Le ministre Henri Yav Muland s'est particulièrement réjoui de constater qu'à l'issue de ce forum, « plusieurs secteurs d'activités, notamment l'assurance et la réassurance, l'agriculture, le traitement et la distribution d'eau, le financement des projets industriels ainsi que de petites et moyennes entreprises, l'acquisition d'équipements, l'entretien routier et autres, pourront bénéficier de financements et autres mécanismes financiers. Cela, bien entendu, conformément aux dispositions et modalités d'encadrement qui seront définies dans le Memorandum d'accord qui sera signé par le ministre des Finances et ces institutions financières » du Comesa (Marché commun de l'Afrique orientale et australe).

Pour sa part, le représentant de

l'Agence pour le commerce en Afrique (Aca) a présenté brièvement cette institution multilatérale dont la RDC est membre fondateur. Elle a pour mission, a-t-il signalé, « de faciliter les investissements dans un État membre ». Toutefois, le délégué de l'Aca a fait observer que « le risque en Afrique est perçu d'une manière exagérée sur le plan international ». C'est ce qui freine le flux d'investissements dans les États membres, a-t-il poursuivi avant de noter que les chefs d'État du Comesa se sont déjà réunis pour réfléchir sur la manière de contourner ce blocage pour soutenir les investissements.

### SOUTIEN AUX PME

Cette institution a également pour mandat d'offrir les produits couvrant les risques politiques en Afrique. « Nous pouvons aussi soutenir un gouvernement membre pour supprimer le risque de défaut qui incombera désormais à l'institution », a-t-il dit. Cela avant de parler également de soutenir le commerce parce que, dans les pays développés, des institutions sont dédiées à la promotion du commerce. « Mais, en Afrique subsaharienne, il y a un vide juridique et aucune institution ne soutient le commerce », a-t-il ajouté.

Et de poursuivre : « Nous réalisons que le moteur de développement économique dans nos pays, ce sont les PME. Seulement, ces dernières ont d'énormes difficultés pour accéder au crédit bancaire. Nous soutenons les PME à catalyser cette opération de crédit en recourant à la banque. En bref, l'Aca est un outil de développement à la portée de nos États membres ».

Quant au délégué du président de TDB, Admassu Tadessa, il a salué le rapprochement entre la banque du Comesa TDB et la communauté congolaise des affaires. Il a fait valoir que la Banque du commerce pour le développement de l'Afrique orientale et australe, devenue TDB, s'est engagée à accompagner le gouvernement congolais. Il a parlé de performances de la banque en faisant remarquer qu'au cours de ces vingt-cinq dernières années, cette institution financière du Comesa « a connu une croissance extraordinaire de plus 300% et un bilan qui est parti de 3,3 milliards à 4,2 milliards de dollars américains ».

À noter que le représentant de la Zep-Re a aussi fait un bref aperçu sur cette institution et que le ministre d'État en charge du Budget, Pierre Kangudia, a accompagné son collègue des Finances.

## Forêts congolaises : quinze ans après le moratoire, des faiblesses persistent

Une quinzaine d'années après l'instauration du moratoire portant suspension de l'octroi des allocations forestières en RDC, la Société civile environnementale et Greenpeace ont organisé à Kinshasa, ce 15 mai, un atelier d'évaluation de ce moratoire. Objectif : susciter un débat public constructif, en considérant les acquis enregistrés depuis son instauration et de convenir des meilleures approches consensuelles à son efficacité.

Pour Mbunga Losale Chouchouna, membre la Société civile environnementale, le moratoire pris en 2002 a permis à la RDC de lever les options pour l'amélioration de la gouvernance forestière. « Nous de la Société civile environnementale, sommes convaincus que le dénominateur commun qui nous lie est la forêt malgré la diversité d'approches pour sa gestion et sa préservation. C'est pourquoi tous les acteurs œuvrant dans ce secteur doivent travailler pour l'amélioration de la gouvernance forestière », a-t-elle précisé.

Si le moratoire en soi n'est pas une mesure irrévocable, cependant, il est un gage de confiance pour une meilleure gestion des forêts congolaises. « Comme d'aucun ne l'ignore, avec ses 145 millions d'hectares de forêts naturelles représentant environ 10% de l'ensemble des forêts tropicales du monde et plus de 47% de



celles de l'Afrique, les forêts congolaises jouent un rôle essentiel dans la conservation de la biodiversité et la régulation du climat mondial. Ces millions d'hectares des forêts offrent aussi des moyens de subsistance et de production de revenus à des dizaines des millions de personnes appartenant aux groupes parmi la communauté forestière. Notre responsabilité est celle de protéger ces forêts, pour

le bien de toutes les générations de la RDC », a fait savoir Raoul Musembula, coordonnateur de Greenpeace en RDC.

Les participants à cet atelier ont passé en revue l'état des lieux du moratoire de 2002. De leurs réflexions s'est dégagé un constat tel que la faible niveau de gouvernance forestière caractérisée notamment par l'absence à ce jour d'un document

de politique nationale définissant les grandes lignes et orientations stratégiques du pays en adéquation avec les standards internationaux admis en matière de gestion durable des ressources forestières.

A ceci s'ajoute également l'absence des poursuites et sanctions efficaces contre les auteurs impliqués dans l'exploitation illégale et destruction des forêts ; alimentant ainsi continuellement et graduellement l'impunité et la corruption dans le secteur forestier, et la persistance récurrente des conflits de compétences entre les échelons de gouvernance forestière (national, provincial et local) rendant difficile l'application aisée du Code forestier et ses mesures d'application.

Notons par ailleurs que les panelistes ont saisi l'occasion pour explorer les meilleures pistes en vue d'aider à l'amélioration de la gouvernance forestière.

À l'issue de ces assises, les participants ont formulé des recommandations à l'endroit du gouvernement d'accélérer le processus d'élaboration du document de politique forestière nationale, de renforcer l'application de la réglementation forestière et de mettre en place une commission d'enquête indépendante pour faire la lumière sur tous les cas de violation du moratoire, d'en identifier les auteurs et de les traduire devant la justice.

LP/ENVIRONNEWS-RDC

## Vient de paraître : «Le Général d'Armée François Olenga tel qu'il est connu»

**Le livre qui retrace la vie de ce brave officier supérieur des FARDC, est un recueil de témoignages des personnes civiles et militaires qui connaissent le Général d'Armée François Olenga. L'auteur présente ici l'homme, son caractère et ses qualités.**

**RICH NGAPI**

Un ouvrage inédit. Le livre du capitaine Joseph Ilunga Kiamalala a été porté, mercredi 17 mai 2017 à l'Hôtel Invest/RTNC, sur les fonts baptismaux. C'est Joachim Mavungu, ami personnel du général, qui a baptisé l'ouvrage en présence du chef d'État-Major adjoint Force terrestre et du chef du département administratif de l'État-major Force Terrestre, le Colonel Kalomwana. Imprimé aux éditions MediasPaul, l'ouvrage compte 158 pages.

Baptisé le 17 mai ! La date s'y prête bien. Les circonstances aussi. En effet, le livre « Le Général d'Armée François Olenga tel qu'il est connu » tombe à point nommé. Car Cet officier supérieur est de ceux qui ont mené, à côté de Laurent-Désiré

Kabila, la révolution du 17 mai 1997. Comme avec le père, François Olenga est resté fidèle et loyal au chef de l'État, Joseph Kabila.

C'est cette bravoure et cette loyauté qui lui valent tous les témoignages contenus dans cet ouvrage de 158 pages. En réalité, l'auteur a voulu simplement immortaliser cet icône qui a consacré toute sa vie sous le drapeau.

« J'ai eu suffisamment le temps de l'observer... dans ma manière de voir les choses, le général Olenga porte en lui une personne intérieure parfois exceptionnelle. C'est-à-dire qu'il a une unité de vie mise à part par le destin aux missions qui lui sont confiées... je ne sais pas si lui-même l'a toujours ressenti... », témoigne l'auteur (p.61).

En présentant l'auteur de cet ouvrage, Michel Kitoko a indiqué que le capitaine Kiamalala sort du lot. Son livre, qui est aussi le premier du genre issu d'un homme des troupes, a donné au monde la « vraie » face du militaire congolais, surtout de la génération née de l'AFDL.

Analyste, poète, chercheur et journaliste de formation évoluant au



sein des Forces armées de la République démocratique du Congo, Joseph Ilunga Kiamalala, au grade de capitaine aujourd'hui, est depuis l'année 2004, chef de la presse militaire à l'État-Major Force Terrestre.

Dans la présentation de son livre, l'auteur a évoqué les raisons qui l'ont poussé à honorer le Général Olenga de son vivant.

« Dans nos coutumes, lorsque surtout un chef est muté d'un poste à un autre, ce sont ses qualités qui sont sur les lèvres de ceux qui le connaissent. Lorsque quelqu'un réalise de bons résultats aux yeux de tous, ce sont ses qualités qui sont mis en évidence (...) j'ai décidé, moi aussi, de faire valoir les qualités et mérites du Général afin qu'il sache de son vivant ce que les gens disent de lui », a-t-il déclaré.

L'ouvrage du capitaine Kiamalala est reparti en trois parties. La première reprend ce que les gens disent du général Olenga ; la deuxième partie est consacrée aux recherches menées (ici, l'auteur a rassemblé tous les brevets et médailles d'honneur de mérite décernés au Général) ; et la troisième partie est consacrée essentiellement aux photos avec témoignages en appui de ceux qui connaissent et fréquentent le Général Olenga.

Bref, le livre retrace l'itinéraire d'homme juste, loyal, patriote, mais rigoureux dans son travail.

## Nord-Kivu: des éléments de la PNC en formation sur la sécurité intérieure des prisons

Le ministre provincial en charge de l'Administration au Nord-Kivu, Dr Valérien Mbalutwirandi a procédé, dernièrement, à l'ouverture de la session de formation d'une unité de police spécialisée pour la sécurité intérieure des lieux de détention au site de Mugunga, situé à une dizaine de kilomètres du centre-ville de Goma. Cela en présence de plusieurs officiels congolais et onusiens parmi lesquels le secrétaire général du ministère de l'Intérieur et de la Sécurité.

Le délégué de l'autorité provinciale a invité les bénéficiaires de cette formation à capitaliser les vingt et un jours de renforcement des capacités que la spécialisation à subir permettra aux uns et aux autres de bien s'acquitter de leur tâche. Il s'agit de garder les lieux de détention suivant les normes tant nationales qu'internationales.

Il en a ainsi appelé au comportement exemplaire doublé d'une application et d'une assiduité irréprochables. « Le souhait est que vous puissiez revenir ici avec une tête bien faite et non une tête pleine de corruption », a recommandé le ministre provincial Mbalutwirandi. Qui, tout en saluant l'appui des partenaires, a également exhorté les formateurs à donner le meilleur d'eux-mêmes pour transformer les hommes désormais à leur charge le temps que prendra le séminaire de capacitation.

De son côté, le représentant de



l'unité de police au sein de la Mission de l'Onu pour la stabilisation du Congo (Monusco) a justifié cet appui comme étant un ensemble d'efforts conjoints entrepris dans le cadre du soutien aux formations initiales ou continues au profit du personnel pénitentiaire. Cela, conformément aux directives pertinentes et directives de l'Onu sur le traitement des détenus connues sous le vocable de « Règles Mandela ». Il a assuré que l'objectif était de bien outiller les apprenants afin de les rendre capables de s'acquitter avec professionnalisme de leurs tâches quoti-

diennes de la sécurisation des prisons. C'était avant de garantir la disponibilité de la Monusco à accompagner le ministère de la Justice dans ses efforts vers une plus grande spécialisation de l'administration pénitentiaire en RDC.

Peu avant, le général Vital Awashango Umiya, commissaire provincial de la PNC au Nord-Kivu a, au nom du commissaire général de la PNC, eu les mots justes pour saluer cette énième action d'appui de la mission onusienne envers ce corps de maintien de l'ordre. Il a recommandé

la discipline et l'assiduité aux apprenants car, a-t-il reconnu, cette formation va, à coup sûr, apporter un plus aux uns et aux autres pour qu'ils s'acquittent valablement de la mission régalienne de protéger les personnes et leurs avoirs.

Parmi les bénéficiaires de cette formation, 20 éléments sont venus du commissariat provincial de la PNC-Kinshasa, 30 du Sud-Kivu, 20 de l'Ituri et 51 du commissariat provincial hôte du Nord-Kivu.

## Formalisation du secteur minier artisanal pour améliorer les conditions humaines

« *Suivre l'évolution de l'or artisanal depuis le site minier jusqu'à l'exportation conformément aux normes régionales et internationales* », tel est l'objectif que s'est fixé la structure « *Partenariat Afrique-Canada* ».

LUCIE NGUSI M.

Mercredi 17 mai, la structure « Partenariat Afrique-Canada (PAC) » a annoncé la mise en place avec succès d'un système de traçabilité pour l'or artisanal légal et libre de conflits en République démocratique du Congo. Cela a été dit au cours d'une conférence de presse organisée dans la salle de conférences de la paroisse Sacré-Cœur, à Gombe.

Cette rencontre, a souligné la directrice générale de PAC, est une occasion pour partager des nouvelles et succès de la réussite du projet « Or juste » en RDC. Elle a fait savoir que ce projet a commencé comme un projet pilote dans la province de l'Ituri en 2015. Cette annonce marque un jalon pour le projet qui suit l'étape du projet pilote après avoir prouvé qu'il était possible de mettre en place une chaîne d'approvisionnement responsable allant du site minier jusqu'à l'exportateur. Aussi, a-t-elle évoqué la question de la prise en compte du genre dans ce secteur, d'autant plus que les femmes

sont un rouage essentiel de l'exploitation minière artisanale.

### LES FEMMES DANS L'EXPLOITATION ARTISANALE

Participation diverse et active des femmes dans le secteur artisanal ainsi que la dimension sexo-spécifique de l'exploitation minière artisanale, PAC compte lancer un projet d'épargne et des crédits pour des femmes évoluant dans le secteur minier artisanal.

En effet, cela fait plus de 30 ans que cette structure travaille dans ce secteur sur la bonne gouvernance des ressources naturelles et aussi en partenariat avec le CIRGL.

Le directeur du projet « *Renforcement des capacités pour un commerce responsable des minerais, Tetra Tech* », Denis Roumestan a, à cette occasion, expliqué le contexte du projet et son implication pour une

chaîne d'approvisionnement responsable d'or artisanal dans le monde. Aussi, un accent particulier est mis sur la vision de ce projet qui vise à améliorer le sort des minerais artisanaux en RDC. Le but, a-t-il souligné, est de faire participer le pays à la croissance économique. « *Nous voulons formaliser le secteur minier pour améliorer les conditions humaines des personnes qui y travaillent* », a révélé le directeur du projet. Cela, avant de souligner que c'est en organisant des séances de formation des agents de l'Etat qu'il compte appuyer ce secteur ; car il y a beaucoup à faire. Ce système permet d'améliorer la crédibilité internationale du secteur minier face à la communauté internationale

Quant au directeur de cabinet adjoint au ministère des Mines, Joseph Ikoli, il a dit que le ministère se réjouit et réitère son engagement dans ce projet, avec le système de

traçabilité et de certification pour lutter contre toute fraude dans le secteur minier artisanal. En 2011, la RDC a incorporé les diligences.

Il a prié tous les intervenants d'appliquer les exigences de la mise en place des mécanismes possibles de six outils élaborés par l'initiative régionale de lutte contre l'exploitation illégale des ressources naturelles de la CIRGL. Aussi, a-t-il souligné, dans le secteur de l'or artisanal, il y a beaucoup de défis à relever. Par contre, dans le secteur de l'or industriel, quelques avancées ont été enregistrées.

M. Ikoli a redit le soutien du ministère des Mines au processus. Il faut signaler que cette activité a été honorée de la présence de l'ambassadrice du Canada en RDC, Mme Ginette Martin, qui a aussi mis un accent particulier sur le soutien de son pays aux chaînes d'approvisionnement dans la région des Grands Lacs.

## Insécurité à Masisi : quatre localités vidées de leurs habitants

DONATIEN NGANDU MUPOMPA

À Nord-Kivu, quatre de cinq localités de Nyamaboko Premier, un groupement situé à une vingtaine de

kilomètres à l'ouest de Masisi-Centre, sont désertes depuis une semaine, rapporte Radio Okapi.

En effet, leurs habitants ont fui les affrontements qui opposent depuis plusieurs semaines des groupes Mai-Mai rivaux dans leurs villages.

Les gens de ce coin font savoir que depuis avril 2017, le groupement Nyamaboko est instable suite aux affrontements meurtriers récurrents dans la zone, résultant du conflit de leadership entre différents chefs du groupe armé « Forces de défense du Congo » (FDC). Il sied aussi de noter que l'activisme de cette milice a entraîné des divisions et des tensions entre communautés locales dont certaines, qui considèrent les FDC comme une organisation d'autodéfense locale, sont soupçonnées d'envoyer leurs enfants renforcer ce groupe armé et par conséquent, d'alimenter l'insécurité.

Pour mettre fin à cette insécurité, l'administrateur assistant du territoire de Masisi, Emmanuel Batundi Kazadi, préconise le dialogue avec les notables locaux afin qu'ils œuvrent contre ces mouvements armés. Selon des sources de la Société civile, les affrontements entre des groupes Mai-Mai rivaux dans la zone ont déjà entraîné le déplacement de 6677 personnes depuis le 25 avril.

### LES GROUPES ARMÉS FONT LA LOI

C'est là une situation inquiétante quand on sait que le mercredi 26 avril 2017, vingt-neuf civils ont été tués à Masisi lors des affrontements entre des combattants armés des groupes Nyatura et le Conseil national pour le renouveau et la démocratie (CNRD), une branche dissidente des rebelles hutu rwandais des FDLR.

A ce moment-là, du côté de la police, on avait rapporté que lors de ces affrontements, les combattants du CNRD auraient attaqué les Nyatura. Les deux groupes sont dirigés par d'anciens officiers de l'armée congolaise.

Certains civils étaient morts par balles au moment où ils tentaient de s'enfuir, d'autres ont été brûlés dans leurs maisons. Ces informations ont été confirmées par l'administrateur du territoire de Masisi, Dieudonné Tshishiku. Selon lui, toute la population aurait fui dans la forêt. Des policiers se seraient repliés. Le groupement de Bashali Mokoto où ont eu lieu les combats était presque entièrement occupé par des groupes armés depuis plusieurs années maintenant.

Toujours dans cette région le mercredi 19 avril, trois semaines après avoir fui leurs villages à cause de l'insécurité, les habitants du groupement Nyamaboko 1 n'étaient toujours pas retournés dans leurs localités d'origine. Ces personnes avaient trouvé refuge dans le groupement Waloa-Yungu dans le territoire de Walikale.

Selon le fonctionnaire délégué du gouverneur de province, Désiré Kabwekano Kabaya, la situation sécuritaire reste instable et les groupes armés continuent à s'affronter dans cette zone.

Bien avant, plus précisément le 28 mars 2017, les affrontements entre les miliciens d'APCLS alliés aux hommes de Bahati et ceux de la Force de défense du Congo (FDC) du chef milicien Lohanda avaient occasionné huit morts dans les rangs de l'APCLS dans le groupement Nyamaboko 1<sup>er</sup>.

Les miliciens APCLS et leurs alliés se seraient retirés le même mardi des positions qu'ils avaient conquises sur leurs rivaux de FDC.

### VENTE PUBLIQUE

L'ambassade des Etats-Unis d'Amérique porte à la connaissance du public qu'elle organise une 'vente Publique' le Samedi 24 Juin 2017, dans l'enceinte du COMPLEX JAO, Kinshasa Gombe, sur l'avenue LUKUSA, N° 498 en face de la Station Engen. La vente commencera à partir de 09h00. Les biens suivants seront mis en vente:

GRANDE QUANTITE DE BIENS SUIVANTS SERONT MIS EN VENTE:

- Matériels de bureau / papeterie
- Pièces de rechange Auto (divers)
- Mobiliers de bureau et de résidence
- Appareils électroménager
- Appareils électroniques
- Air-Conditionneurs
- Véhicules
- Groupes Electrogènes
- Divers

Toutes les personnes intéressées sont priées de passer visiter les lots, et prendre connaissance des conditions de vente du Lundi 19/06/ au Jeudi 22/06, 2017 entre 9h00 et 15h00. N.B. Il n'y aura pas de pause de 12h00 à 13h00 pendant les visites des lots et une équipe sera là pour vous assister.

N.B: N'OUBLIEZ PAS VOS PIECES D'IDENTITE (CARTE D'ELECTEUR / PASSEPORT, PERMIT DE CONDUIRE VALIDE) POUR AVOIR ACCES AU COMPLEX JAO.

Mode de Paiement: CASH SUR PLACE!!!

- Tout matériel acheté doit être enlevé le même samedi ou le lundi, 26 Juin, de 9h00 à 16h00 au plus tard. Si le matériel n'est pas enlevé à cette date limite, l'acheteur perd le droit de réclamer le matériel.
- Le matériel est vendu à l'état où il est. L'ambassade n'offre aucune garantie. Toute vente est définitive: le matériel vendu ne peut être échangé ni retourné.

**SOYEZ LES BIENVENUS**



Exétat 2017 au Kasai Central

# Dibaya : les finalistes de Kamponde et Kamutanga présentent les préliminaires

**Les élèves finalistes de Kamponde et Kamutanga, dans le territoire de Dibaya, ont présenté les épreuves préliminaires de l'examen d'État 2017, en dépit de l'insécurité qui sévit au Kasai Central.**

T.M.

L'Organisation non gouvernementale de développement rural (COOBIDIEP) basée à Kamutanga, dans le territoire de Dibaya (Kasai Central) a sauvé de justesse 226 sur 571 finalistes attendus des centres de Kamponde et Kamutanga à présenter les épreuves de dissertation, de français oral et du jury pratique. Cela, en dépit de l'insécurité récurrente provoquée depuis quelques mois par les miliciens de Kamuina Nsapu.

Les responsables de cette ONG, en l'occurrence M. Etienne Bidiep, membre et chargé de la communication, ont tout mis en œuvre afin de démontrer aux miliciens le bien-fondé de ces épreuves pour les finalistes du secondaire. Ce qui a permis à ces derniers et aux inspecteurs d'organiser les examens en toute quiétude. La considération qu'a la COOBIDIEP au sein de la population a beaucoup joué dans la réussite de la négociation, a-t-on appris des sources proches de cette ONG, citées par l'ACP.

Des actions sociales et huma-



**Npm : des finalistes de Kamponde et Kamutanga ayant participé aux préliminaires de l'Exétat 2017**

nitaires menées sur le terrain, notamment la création des écoles (primaires, secondaires et universitaires), des centres de santé, sans oublier la réhabilitation des infrastructures de base, sont parmi les mobiles qui ont milité en faveur de la passation de ces épreuves. L'acte de bravoure posé par la COOBIDIEP a été salué non seulement par les élèves finalistes eux-mêmes, mais aussi par leurs parents et les responsables du secteur éducatif de Dibaya et Kananga.

### DES ÉCOLES DE DIBAYA

La COOBIDIEP vient de sauver la jeunesse du territoire de Dibaya plongée dans l'incertitude due à la si-

tuation sécuritaire qui a causé d'énormes dégâts matériels et humains, dont on déplore tant aujourd'hui. Raison pour laquelle, les autorités de Dibaya et ses environs sont invitées à soutenir les actions des ONG locales. C'est le cas de la COOBIDIEP qui a mené de nombreuses actions humanitaires dans ce territoire.

La même source rapporte que la COOBIDIEP est disposée à travailler avec des organismes nationaux et internationaux dans la mise en œuvre des stratégies organisationnelles d'intervention d'urgence locale, voire celles relatives à l'enrôlement des électeurs dans le cadre processus électoral sur l'ensemble du territoire,

a souligné Etienne Bidiep.

Pour rappel, le territoire de Dibaya comprend actuellement deux Sous-divisions, à savoir : Dibaya 1 dont le siège est situé à Tshimbulu et Dibaya 2 avec son siège à Tshikula. Dibaya 1 est la plus grande Sous-Division. Elle gère 69% d'écoles primaires du territoire, soit un total de 226 avec 49705 élèves répartis comme suit : 23558 filles. Les écoles secondaires se chiffrent à 137, avec 15101 élèves, dont 4657 filles.

La sous-Division Dibaya 1 s'étale sur trois secteurs, dont Dibanda, Tshishilu, Kasangidi, et la ville de Tshimbulu. Du point de vue des enseignants, elle gère 1724 au primaire et 1575 au secondaire avec les pourcentages féminin respectifs de 21% et 9% du personnel enseignants d'une manière globale.

Pour ce qui est de la gestion et la prise en charge financière au niveau des écoles, on trouve 6% d'écoles publiques non conventionnées au primaire et 7% au secondaire. Les autres écoles sont publiques et pour la plupart elles sont gérées par des communautés religieuses et ASBL, dont la COOBIDIEP. Celle-ci gère au sein de cette Sous-division, 98 écoles primaires et 54 écoles secondaires sont mécanisées au réseau COOBIDIEP.

Au total, 1527 enseignants sont payés par le trésor public et d'autres codifiés ne sont pas encore mécanisés jusqu'à ce jour.

## Kinshasa

# Avenue de l'Université : après « libulu Manzengele », « libulu Mopulu » interrompt le trafic routier

FLORENT N'LUNDA N'SILU

Une appellation non moins flatteuse avait été collée à l'avenue de l'Université à cause d'une crevasse survenue à son croisement avec l'avenue Manzengele et qui était à l'origine de l'interruption du trafic routier sur cette artère qui longe les communes de Kalamu, Limete, Ngaba et Lemba. Pour montrer la gravité de la situation, il fut collé à cette crevasse le sobriquet de « libulu Manzengele ». Devenu célèbre, ce sobriquet est aujourd'hui collé à toute crevasse observée sur les avenues de la capitale.

Au « libulu Manzengele » s'est succédé un autre créé non loin de là, précisément au croisement des avenues de l'Université et Mopulu. Les plaisantins qui ne manquent pas d'imagination lui ont collé (déjà) le sobriquet de « libulu Mopulu ». L'avenue de l'Université y est coupée en deux. Pis, les eaux des pluies y stagnent et augmentent avec les pluies qui s'abat-



tent sur la ville de Kinshasa. Ce qui fait l'affaire des passeurs nombreux sur les lieux qui réclament 200, voire 500 francs congolais pour « rendre service aux gens », c'est-à-dire les aider à traverser les eaux stagnantes. Ceux qui refusent le « service » des passeurs sont contraints de se servir des pierres placées dans l'eau par des bons samaritains pour traverser les eaux stagnantes. Ces pierres sont placées le long des parcel-

les de l'avenue de l'Université où s'est créée la crevasse.

Soumis à un exercice acrobatique et se frottant avec ceux qui viennent dans le sens opposé, ils courent le risque de se retrouver dans l'eau, les pierres bougeant à leur passage. Les conducteurs des bus commis au transport en commun empruntant l'avenue de l'Université et desservant la ligne Rond-Point/Ngaba et vice-versa ou Rond-Point/Victoire et vice-versa,

ont été contraints de faire le « demi terrain », appellation kinoise qui signifie sectionner le parcours. Ainsi, le passager est obligé de débours 200 Fc pour le trajet qui va du Rond-Point Ngaba jusqu'au lieu de la crevasse, c'est-à-dire l'avenue Mopulu. D'ici à l'arrêt Kianza, il débourse la même somme d'argent. S'il désire poursuivre sa route, il débourse encore 400 Fc pour atteindre la Place Victoire, qui est le terminus et 500 Fc jusqu'au marché Central de Kinshasa, également le terminus. Il faut une bourse garnie pour payer au quotidien tous ces frais.

En attendant l'exécution des travaux de réhabilitation de l'avenue de l'Université par l'Hôtel de ville de Kinshasa, la population qui emprunte cette artère est soumise à un véritable calvaire. Outre la crevasse créée au croisement des avenues de l'Université et Mopulu, d'autres sont signalées à l'arrêt Petit Pont, au croisement des avenues de l'Université et Masimanimba et Mbandaka.



République Démocratique du Congo  
Ministère du Plan  
Institut National de la Statistique  
Projet d'Appui au Recensement Général de la Population et au Renforcement des Bases des Données Sociales  
**PARBDS**  
**Cellule d'Exécution du Projet (CEP)**



## PUBLICATION DE L'ATTRIBUTION DU MARCHE DE FOURNITURE ET INSTALLATION DES EQUIPEMENTS INFORMATIQUES ET LOGICIELS EN FAVEUR DE L'OFFICE NATIONAL DE L'EMPLOI (ONEM)

### NOTE D'INFORMATION

Date de publication:	18 MAY 2017
Pays:	République Démocratique du Congo (RDC)
Agence d'exécution:	Cellule d'Exécution du Projet PARBDS
Nom du Projet:	PARBDS
Numéro de Prêt/Don:	Don FAD: 5900155007701
Nom de l'appel d'offres:	FOURNITURE ET INSTALLATION DES EQUIPEMENTS INFORMATIQUES ET LOGICIELS E FAVEUR DE L'OFFICE NATIONAL DE L'EMPLOI (ONEM)
Méthode d'acquisition:	Appel d'Offres National
Préférence nationale (Oui ou Non) :	Non
Préférence régionale (Oui ou Non) :	Non
Date de publication:	1 <sup>er</sup> septembre 2016
Pays:	RDC
Numéro d'appel d'offres de l'Emprunteur:	AON N° 003IP ARBDSIBAD/CEP/CIPMIONEMI08/2016.
Date de réception par la Banque du projet de DAO:	19 août 2016
Date d'approbation par la Banque du DAO:	26 août 2016
Date d'émission du DAO:	1 <sup>er</sup> septembre 2016
Date limite de remise des offres:	30 septembre 2016
Date d'ouverture des offres:	30 septembre 2016 à 15h30'
Date de réception par la Banque du rapport d'évaluation des offres:	07 mars 2017
Date d'approbation par la Banque de l'évaluation:	02 mai 2017
Nom de l'attributaire du Marché:	SIIS Sarl
Nationalité:	Congolaise
Adresse:	14, Avenue TSHIMANGA, Commune de NGALIEMA, Kinshasa-RDC
Montant du Contrat:	206.200,00 USD/HT
Date de démarrage du Contrat:	08 juin 2017
Durée d'exécution du Contrat:	90 jours
Résumé de l'objet du Contrat	Fourniture et Installation des Equipements Informatiques et Logiciels en faveur de l'Office National de l'Emploi (ONEM).

Nombre total de soumissionnaires: 8  
Pour chaque Soumissionnaire

Noms des soumissionnaires	Adresse	Prix des offres lus à haute voix en USD	Montant corriger, rabais inclus (en USD HT)	Offre accepté ou rejetée	Motif d'élimination
<b>BUROTOP IRIS</b>	24, Avenue Colonel EBEYA Commune de la Gombe/RDC ; Tél: (+243) 992 884 888; E-mail: Burotop.kin@burotop.net	92.960,00 HT		Rejetée	Absence des documents attestant que les biens et services sont conformes au DAO, notamment le logiciel.
<b>USCT</b>	769, Immeuble USCT, avenue de l'Equateur Commune de la Gombe/RDC; Tél: (+243) 999 910 010/ (+243) 819 910 010; E-mail: secretaire@usctcongo.com	85.555,00 HT		Rejetée	Absence des documents attestant que les biens et services sont conformes au DAO, notamment le logiciel.
<b>M.INTERCOM</b>	Immeuble BOTOUR Local N° 74 Commune de la Gombe/Kinshasa -RDC; Tél: (+243) 810 830 992/ (+243) 815 193 198; E-mail: jbayukita@m-intercom.com	87.100,00 HT		Rejetée	Absence des documents attestant que les biens et services sont conformes au DAO, notamment le logiciel.
<b>INFOSET</b>	10, Boulevard du 30 Juin, Galerie du Centenaire, 2 <sup>ème</sup> étage Bureau 2B3- 2B4, Escalier A, Gombe-Kinshasa-DR Congo; Tél: (+243) 812 350 469/ (+243) 993 400 184; E-mail: safari.e@infoset.cd	197.724,93 HT		Rejetée	Imprimante grande capacité non conforme; Régulateur de tension triphasé non spécifié; Groupe électrogène 20 KVA non spécifié;
<b>GAR SARL</b>	1046, Avenue MONETTE, Quartier/ BINZA Pigeon /commune de NGALIEMA; Kinshasa/RDC; Tél: (+243) 897 001 301 ; E-mail: nmwashi@gars-sprl.com	199.800,00 HT		Rejetée	Les détails du web Cam non spécifiés; L'imprimante grande capacité non conforme; HP rack 10842 G2 wide rack cabinet pallet manquant de switch KVM.
<b>SOREDICOM</b>	1136, Av. BOBOZO, Commune de NGALIEMA/Kinshasa/RDC; Tél: (+243) 897 154, 028/(+243) 898 936 540; E-mail: eddylelolusala@gmail.com	112.232,00 TTC		Rejetée	Il n'est pas spécifié dans l'onduleur proposé le nombre des modules à batterie pour son autonomie; Le switch CiscoSF 300-24 n'a pas l'option PoE
<b>BORN CONNECTED</b>	13 <sup>ème</sup> niveau, local 1306 Immeuble Crown Tower, Croisement des Avenues BATETELA-Boulevard du 30 Juin à Kinshasa/Gombe ; E-mail kitengie@synergy-	81.780,00 HT		Rejetée	Absence des documents attestant ou déclarant la non-faillite, la non-liquidation, etc.
<b>SIIC SARL</b>	14, Avenue TSHIMANGA, Commune de NGALIEMA/Kinshasa/RDC; Tél: (+243) 818 115 927 ; E-mail: pierre.tshiyombo@gmail.com	206.600,00 HT	206.200,00 HT	Acceptée	Attributaire

NB. : Tout soumissionnaire qui souhaite connaître les raisons pour lesquelles son offre n'a pas été retenue doit en faire la demande à la Cellule d'Exécution du Projet PARBDS. En tout état de cause, la Banque se réserve le droit de faire d'examiner toute réclamation d'un soumissionnaire à tout moment à la suite de l'attribution du marché.



**Roger SHULUNGU RUNIKA**  
Coordonnateur du Projet

**Afreximbank appuiera l'économie de la Gambie à hauteur de 500 millions \$**

La Banque africaine d'import-export (Afreximbank) injectera près de 500 millions \$ dans les secteurs touristique, agricole ainsi que dans des programmes d'infrastructures, a annoncé le président Adama Barrow. Cet appui financier permettra à l'économie de la nation ouest-africaine de retrouver ses marques après plusieurs années d'ostracisme, en raison de la politique controversée de l'ancien président Yaya Jammeh. « Nous mettrons en place une logistique de transport intégrée qui conduirait à l'expansion du port maritime afin d'accroître la capacité de celui-ci et l'associer au chemin de fer qui emmènerait les marchandises jusqu'au Sénégal et au Mali. », a déclaré le président d'Afreximbank, Benedict Oramah aux journalistes, ce lundi, après sa rencontre avec le président gambien. Le calendrier des investissements n'a pas été dévoilé, mais Oramah a déclaré que son institution envisage d'envoyer bientôt une équipe technique en Gambie. Le financement octroyé devrait participer au renforcement de l'économie gambienne marquée ces dernières années par une augmentation importante de la dette qui a dépassé le PIB moyen annuel pour s'établir à plus d'un milliard \$.

AGENCE ECOFIN/LP

**La croissance tunisienne en hausse au premier trimestre 2017**

**L'économie tunisienne a enregistré une croissance de 2,1% au premier trimestre par rapport à la même période il y a un an, un niveau jamais atteint depuis début 2015 dans un pays confronté à de grandes difficultés économiques et sociales.**

Selon des chiffres publiés lundi par l'Institut de la statistique (INS), l'unique Etat rescapé du Printemps arabe a vu son Produit intérieur brut (PIB) croître de 0,9% entre janvier et fin mars, la hausse atteignant 2,1% par rapport à la même période de 2016. Il faut remonter au premier trimestre 2015 pour trouver une croissance similaire sur un an. En 2014, soit avant une série d'attaques jihadistes qui ont gravement affecté le secteur du tourisme et par ricochet l'économie dans son ensemble, le taux de croissance s'était établi à 2,3%. Mais il était ensuite tombé à +0,8% en 2015 et +1% en 2016.

Encore fragile, la reprise visible au premier trimestre s'appuie notamment sur une augmentation des entrées touristiques (+35%), et la bonne performance des secteurs de l'hôtellerie et de la restauration (+8,6%). Ces chiffres sont toutefois encore à relativiser dans la mesure où les premiers mois de l'année correspondent à la basse saison dans ce pays d'Afrique du Nord.



En outre, l'agriculture contribue elle aussi à l'embellie (+5%), tout comme le secteur minier (21,3%) dont le phosphate. Dans le même temps, le taux de chômage a légèrement reculé, à 15,3% contre 15,5% au trimestre précédent. Il est néanmoins bien plus élevé parmi les jeunes, et les diplômés de l'enseignement supérieur (31,2%).

Six ans après sa révolution, la Tunisie peine à relancer son économie. Début mars, le Premier ministre Youssef Chahed a assuré que son pays était «sur le bon chemin», jugeant réalisable une croissance de 2,5% en 2017.

Son gouvernement d'union, à l'image de ses prédécesseurs, est

toutefois confronté à une grogne sociale croissante, en particulier dans les régions défavorisées de l'intérieur, qui réclament «le droit au développement et à l'emploi». Les chiffres de l'INS sont dévoilés quelques jours après l'annonce par le président Béji Caïd Essebsi d'un recours à l'armée pour protéger les sites de production, dont l'accès est parfois bloqué par des mouvements sociaux.

Lundi, le ministre de l'emploi Imed Hammami devait se rendre à Tataouine (sud) afin d'engager des pourparlers avec des représentants d'un de ces sit-in, en cours depuis plusieurs semaines à El Kamour à proximité de champs pétrolifères.

Afp/LP

**Message de félicitations adressé à Son Excellence Monsieur Bruno Tshibala, Premier Ministre**

Excellence Monsieur le Premier Ministre,  
A l'occasion de l'investiture par le Parlement de votre Gouvernement nommé le 9 mai 2017 par Son Excellence Monsieur le Président de la République, le Conseil d'administration, la Direction Générale et le Personnel de la Société Congolaise des Industries de Raffinage, en sigle SOCIR SA, vous présentent leurs vives et chaleureuses félicitations.

Ils expriment ici leur disponibilité à accompagner et à soutenir toutes les actions du Gouvernement dans l'intérêt supérieur de la Nation Congolaise.

Ils réaffirment leur engagement à fournir le meilleur d'eux-mêmes afin que la SOCIR renforce son rôle en tant que premier maillon stratégique de la chaîne pétrolière en RDC.

Que Dieu bénisse la République Démocratique du Congo

**POUR LA SOCIR**

**Philippe Mahele Liwoke**  
Administrateur  
Directeur Général Adjoint

**Franck Beusaert Kiala**  
Administrateur  
Directeur Général

**Nestor Ankiba Yar**  
Président du Conseil d'Administration

## Angola: incertitudes autour de l'état de santé du président Dos Santos

**Le manque d'information officielle sur l'état de santé du président angolais Dos Santos inquiète. Raison pour laquelle l'opposition angolaise a réclamé hier mercredi 17 mai une clarification officielle, bien à propos. D'autant plus que de nombreuses rumeurs décrivent mourant Dos Santos, en voyage médical à Barcelone, depuis le début du mois de mai.**

L'opposition angolaise a réclamé hier mercredi 17 mai une clarification officielle sur l'état de santé du président Jose Eduardo dos Santos que de nombreuses rumeurs décrivent mourant, en voyage médical à Barcelone, depuis le début du mois de mai.

« Nous sommes tous préoccupés par le manque d'information officielle sur l'état de santé du président de la République », a dénoncé auprès de l'AFP Rafael Savimbi, le fils de Jonas Savimbi, ex-leader de l'Unita le principal parti d'opposition.

« J'ai reçu des messages sur l'état de santé extrêmement grave de Jose Eduardo dos Santos. Nous avons besoin d'explications sérieuses et claires », ajoute Agostinho dos Santos, un analyste politique proche de l'opposition. Depuis la semaine dernière, le site Maka Angola, un portail internet d'opposants au chef de l'Etat



Le Président, Jose Eduardos dos Santos (Photo/AFP)

assure que le président angolais de 74 ans est « entre la vie et la mort dans une clinique privée à Barcelone ».

Le quotidien d'Etat «Jornal de Angola» avait confirmé le 2 mai que le président était en «visite privée» dans la ville catalane. Ces rumeurs avaient obligé Isabel dos Santos, la fille du dirigeant à publier un démenti, sur son compte Instagram. « Quelqu'un est descendu si bas, au point d'inventer des informations sur la mort d'un homme dans le but de créer de la confusion et du tumulte dans la politique angolaise », a réagi Mme Dos Santos. « Nous devons rester calmes et ne pas diffuser des informa-

tions irresponsables » a de son côté dénoncé Bento Kangamba dos Santos, membre du comité central du MPLA, le parti au pouvoir, appelant à «respecter» le président.

Les rumeurs autour de l'état de santé de Jose Eduardos dos Santos, qu'on dit atteint d'un cancer de la prostate n'ont jamais été confirmées par le gouvernement. Le chef de l'Etat, au pouvoir depuis 1979, passera cependant la main après les élections d'août à Joao Lourenco, vice-président du parti au pouvoir. Ce dernier devrait devenir président du pays si le MPLA remporte comme prévu le scrutin.

AFP/LP

## Rwanda : la nomination des candidats présidentiels fixée pour juin

La Commission électorale nationale du Rwanda (CEN) a fixé le mois de juin pour recevoir les dossiers de candidatures à la présidentielle avant les élections prévues en août prochain, a rapporté l'Agence Chine Nouvelle. La période pour la nomination des candidats à la présidentielle ont été fixées du 12 au 23 juin, a annoncé mardi le secrétaire exécutif de la CEN, Charles Munyaneza. « Nous avons lancé la deuxième phase de la mise à jour des registres électoraux provisoires et cela se poursuivra jusqu'à la fin de ce mois. Nous demandons aux électeurs validés de vérifier avec les autorités locales dans leurs cellules et villages respectifs pour s'assurer que leurs noms figurent sur les listes d'inscription des électeurs », a affirmé M. Munyaneza. Selon la CEN, les candidats doivent rassembler au moins 600 signatures de 30 districts - au moins 12 signatures dans chaque district, entre autres. Le Rwanda organisera les élections présidentielles le 4 août pour la troisième fois depuis la fin du régime génocidaire en 1994.

## Congo : des coups de feu dans les quartiers sud de Brazzaville

Des coups de feu ont été entendus dans la nuit de lundi à mardi à Madibu, Ngangaligolo et Mayanga, des quartiers situés après la rivière Djoué au sud de Brazzaville, appris APA mardi matin de sources concordantes. Selon ces sources, les coups de feu de la nuit auraient pour origine une tentative de Frédéric Bitsamou (alias Ntumi) et ses miliciens Ninjas Nsiloulou de marcher sur Brazzaville pour libérer le Secrétaire général de leur parti politique le CNR (Conseil national des républicains), J.gustave Ntongo, arrêté à Brazzaville par les autorités. J .Gustave Ntongo dont la nouvelle de l'arrestation circule depuis le lundi était envoyé à Brazzaville pour nouer des attaches en vue des négociations ou un dialogue entre le président de son parti politique le Pasteur Ntumi (Frédéric Bintsamou) et le pouvoir de Brazzaville, destiné à mettre fin à la crise dans le département du Pool. De sources concordantes, l'on apprit que depuis ce matin il n'y a pas de circulation des populations entre le Pool et Brazzaville, le pont du Djoué qui relie ces deux départements étant contrôlé par les forces armées congolaise (FAC) qui repoussent les assaillants.

UNE SÉLECTION DE LA RÉDACTION

## Mutineries en Côte d'Ivoire: le gouvernement dit ne pas être affaibli

Le ministre ivoirien de la Défense Alain Richard Donwahi a, à en croire AFP, assuré mardi que le gouvernement ne sortait pas «affaibli» des mutineries qui ont ébranlé la Côte d'Ivoire et qui vont peser lourdement sur le budget. « Le gouvernement n'est pas sorti affaibli de cette situation mais au contraire renforcé. Il a pu traverser une situation difficile », a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse.

Mardi, les militaires révoltés ont regagné leurs casernes et la vie reprenait normalement dans les principales villes du pays, Abidjan et Bouaké, après la conclusion la veille au soir d'un accord entre le gouvernement et les soldats qui étaient mutinés depuis vendredi. « Je peux vous garantir que cet accord a été passé, il est définitif et sera appliqué par toutes les parties.

L'accord est acquis, les deux parties sont consentantes. Cet accord sera appliqué, il est même déjà en cours », a expliqué le ministre sans vouloir «rentrer dans les modalités et les détails». M. Donwahi a aussi donné un bilan des quatre jours de troubles. « Nous dénombrons neuf blessés et deux morts, peut être trois, il y avait un blessé qui était dans un état critique », a-t-il dit. Joint au téléphone,



Mutineries en Cote d'Ivoire: «le gouvernement pas affaibli» selon le ministre de la Défense (Photo/AFP).

un proche du ministre a précisé qu'il y avait bien 3 morts, la personne dans un état grave étant décédé à Korhogo (nord).Lundi soir, M. Donwahi avait annoncé qu'un accord avait été conclu, mais sans en préciser le contenu. Les mutins n'ont pas non plus donné la teneur de l'accord mais on indiquait dans leur entourage qu'ils avaient obtenu la pleine satisfaction de leurs revendications.

Lors de premières mutineries en début d'année, les soldats avaient réclamé 12 millions de francs CFA (18.000 euros) par personne et ob-

tenu le versement dès janvier de 5 millions (7.500 euros). On leur avait promis les 7 millions restants par tranches à partir de mai.

Le versement de la deuxième tranche avait été remis en cause jeudi provoquant le nouveau mouvement. Avec le nouvel accord, les mutins toucheront «tout ce qui avait été promis en janvier», a souligné un mutin sous couvert d'anonymat, avec le paiement de 5 millions de F CFA (7.500 euros) par tête versés tout de suite et 2 millions en juin.

Les soldats révoltés appartiennent essentiellement aux quelque 8.400 anciens rebelles ayant soutenu le président Alassane Ouattara pendant la crise électorale de 2010-2011 et qui ont ensuite été intégrés dans l'armée.

Les sommes promises aux mutins vont peser lourdement sur les comptes de l'Etat qui doit faire face à la chute des prix du cacao dont la Côte d'Ivoire est le premier producteur mondial alors que les fonctionnaires réclament des augmentations depuis des mois.

Si les 8.400 ex rebelles reçoivent bien leur reliquat de primes, la somme équivaldrait à quelque 88 millions d'euros.

AFP/LP

### Grande Bretagne: le programme des conservateurs dévoilé jeudi, annonce May

Le Parti conservateur britannique dévoilera jeudi son programme en vue des élections législatives anticipées du 8 juin, a annoncé mercredi la Première ministre citée par Reuters. « Nous présenterons les mesures de notre programme quand nous le publierons demain », a dit Theresa May pendant une conférence de presse. Les sondages créditent les conservateurs d'une large avance sur les travaillistes, qui ont dévoilé mardi un programme très à gauche pour séduire les électeurs dans un climat d'incertitudes entourant le Brexit. La Première ministre a d'autre part réitéré mercredi son soutien à son ministre des Finances, Philip Hammond, alors que la presse a fait état de dissensions entre leurs équipes dans l'optique des législatives.

### Présidentielle en Iran: l'ayatollah Khamenei appelle à un vote massif

Le guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, a appelé hier mercredi ses compatriotes à se mobiliser lors de la présidentielle de vendredi pour afficher, face aux « ennemis », leur calme et leur détermination. « Le peuple a des ennemis. Face à eux, le peuple doit montrer un visage déterminé et calme », a déclaré le guide devant des milliers de personnes rassemblées à Téhéran, selon son site officiel relayé par Reuters. « Les responsables américains, européens, et ceux du régime sioniste surveillent nos élections pour voir quel sera le niveau de participation », a-t-il affirmé en estimant que si cette participation « est importante, leur jugement sera différent ». M. Khamenei a également souligné que dans une « région troublée », son pays préparait la présidentielle dans « le calme et la sécurité ».

### UE/Emissions: procédure d'infraction ouverte contre l'Italie

La Commission européenne a annoncé hier mercredi 17 mai l'ouverture d'une procédure d'infraction contre l'Italie pour n'avoir pas réagi aux allégations voulant que Fiat Chrysler Automobiles (FCA) ait truqué des tests d'émissions, a rapporté Reuters. L'exécutif européen explique dans un communiqué qu'il a ainsi décidé d'adresser une lettre de mise en demeure à l'Italie afin qu'elle réponde aux craintes exprimées quant à l'insuffisance des mesures prises eu égard aux stratégies de contrôle des émissions de Fiat Chrysler Automobiles (FCA).

UNE SÉLECTION DE LA RÉDACTION

## Consternation en Israël après les indiscretions de Donald Trump

**Les informations dévoilées par le président américain au ministre russe des Affaires étrangères avaient été transmises par l'Etat hébreu à ses services de renseignements.**

Selon le New York Times, les informations dévoilées par le président américain au ministre russe des Affaires étrangères avaient été transmises par l'Etat hébreu à ses services de renseignements. À quelques jours de la visite de Donald Trump, la discrétion est de mise.

Silence radio. Les dirigeants israéliens ont choisi de ne pas en rajouter après le dernier impair attribué à Donald Trump. Selon le New York Times, le président américain a récemment dévoilé des informations transmises par l'Etat hébreu à ses services de renseignements lors d'un entretien avec le ministre russe des Affaires étrangères. « Les liens sécuritaires entre Israël et son principal allié, les Etats-Unis, demeurent aussi profonds que significatifs et leur contribution à notre force est sans précédent », a tenté de relativiser le ministre de la Défense, Avigdor Lieberman. « Tout le monde préfère se tenir à l'écart de l'incendie, note le journaliste Yossi Melman, alors que le président Trump doit arriver en Israël d'ici une semaine ».

Mais cette discrétion de façade n'empêche pas certains profession-

nels du renseignement israéliens d'exprimer leur consternation. « Une règle non écrite entre services qui échan- gent des informations sensibles veut qu'on ne fait pas usage de ce matériel sans l'accord de ceux qui l'ont recueilli - au risque de mettre en danger les sources humaines sur le terrain », rappelle Amnon Sofrin, ancien directeur du renseignement au Mossad. Dans le quotidien Yedioth Ahronoth, une source anonyme se montre plus directe encore. « Nous allons devoir réévaluer quel type d'informations nous transmettons aux Américains, prévient-elle. Ils sont nos plus proches alliés et nous partageons avec eux des tas de renseignements super-classifiés. Tant que ce canal ne sera pas entièrement sécurisé, nous ne devons plus y faire passer nos pépites. »

### UN ACCORD PRÉVOIT LE PARTAGE DES SOURCES ET DES MOYENS D'ACTION

Yossi Melman, qui suit les affaires de renseignements pour le quotidien Maariv, estime pour sa part qu'il est trop tôt pour évaluer l'impact de cette affaire. La presse américaine affirme que les informations communiquées par Donald Trump à Sergueï Lavrov portent sur des projets d'attaque terroriste fomentés par l'organisation Etat islamique. « On ignore à ce stade si ces renseignements ont été recueillis par une source humaine

ou par des moyens techniques, souligne Yossi Melman. Dans les deux cas, les conséquences pour nos services pourraient se révéler très graves. Mais il ne faut pas s'imaginer qu'ils ont les moyens de punir leurs homologues américains - alors que cette collaboration nous est beaucoup plus nécessaire qu'à eux ».

Les relations entre les services des deux pays font depuis 2008 l'objet d'un accord qui prévoit le partage des sources et des moyens d'action. Elles ont notamment été mises à profit durant la campagne secrète contre le programme nucléaire iranien, dans le cadre de laquelle le virus Stuxnet permit de frapper les systèmes informatiques de la République islamique, ainsi que lors de l'assassinat ciblé d'Imad Moughniyeh, chef militaire du Hezbollah, en 2008 à Damas.

À en croire le journaliste spécialisé Ronen Bergman, certains responsables des services de renseignement américain ont récemment mis en garde leurs homologues israéliens sur les liens supposés du nouveau président avec la Russie. Ils les auraient même invités à se prémunir contre une possible dissémination d'informations sensibles. Une perspective jugée d'autant plus troublante par les Israéliens que Moscou a récemment renforcé sa coopération avec l'Iran dans le cadre de la guerre en Syrie.

LEFIGARO.FR/LP

## France : la dette publique, un nuage noir au-dessus d'Emmanuel Macron

L'Insee a revu à la hausse son estimation de dette publique pour 2016. Un facteur qui risque de peser sur les prochains budgets du gouvernement. N'en déplaise à Michel Sapin, qui s'apprête à passer le relais à son successeur, la dette publique n'a pas été maîtrisée pendant le quinquennat Hollande. Elle est passée de 95,6% du PIB en 2015 à 96,3% en 2016, d'après les derniers chiffres publiés par l'Insee. Une hausse continue, même si elle ralentit. Elle compromet l'équilibre budgétaire du programme d'Emmanuel Macron, qui a prévu sur son quinquennat 60 milliards d'économie sur la dépense publique mais aussi 50 milliards d'investissements.

### LA FRANCE GAGNE À S'ENDETTER

Les déficits se sont accumulés chaque année, malgré tous les efforts pour réduire la dépense publique. Le déficit est passé de 3,9% du PIB en 2014, à 3,4% en 2016. Mais la France a bénéficié de la politique accommodante de la BCE pour financer sa dette. A mesure qu'elle augmentait, son coût pour les finances publiques diminuait du fait de la fai-



Le président français Emmanuel Macron (Photo/L'Express.fr)

blesse des taux d'intérêts. La charge de la dette est passée de 44,5 milliards d'euros en 2008 à 41,8 milliards en 2017, relève France Trésor. Les investisseurs sont prêts à payer pour prêter à la France, valeur refuge, et la levée de dette est devenue un des business. Le Trésor vient de lever 7,5 milliards d'euros à taux négatifs, alors qu'il ne cherchait que 6 milliards.

Un phénomène « d'anesthésie », dénoncent Les Echos. Il pose en tous cas deux problèmes. D'abord, l'amélioration de la conjoncture en zone euro va rendre à moyen terme la politique de la BCE indéfendable. Il faut s'attendre à une remontée des taux à partir de 2018, et s'endetter ne sera plus une aussi bonne affaire.

Depuis fin 2016, les titres de dette à 10 ans ont commencé à remonter. Ils sont proches de 1%, un niveau encore très faible.

### RESPECTER LA LIMITE DE 3% DU DÉFICIT

Dans ce contexte, réduire le déficit deviendra de plus en plus nécessaire. Le programme d'Emmanuel Macron sera mis sous pression, alors que ce dernier s'est simplement engagé à rester « dans l'épure » des 3%. Ce qui reste un déficit, et qui creuse donc la dette. « Il y a le non-dit du coût à court terme des réformes, notamment de la volonté présidentielle de relancer l'investissement, de renforcer les moyens humains de certains ministères, d'élargir à tous la couverture chômage, tout cela ne facilite pas l'équation budgétaire », note pour Xerfi l'économiste Olivier Passet. « Ces nouveaux coûts doivent être gagés sur des baisses de dépenses toujours conflictuelles et à hauts risques pour la conjoncture », prévient-il aussi dans son analyse. Le tout sous le regard de Berlin et de Bruxelles, qui estiment que la France a toujours été trop dépensière.

L'EXPRESS.FR/LP

## Play-off : V. Club – Don Bosco confirmé pour ce vendredi

**L'AS V. Club accorde son hospitalité au CS Don Bosco, ce vendredi 19 mai au Stade des Martyrs. C'est en match en retard de la 2<sup>ème</sup> journée du play-off de la Linafoot. V. Club occupe la 3<sup>ème</sup> place avec 9 points au classement provisoire.**

**ARMEL LANGANDA**

Le match V. Club – Don Bosco, comptant pour la deuxième journée de la phase du play-off de la Ligue nationale de football (Linafoot), se jouera ce vendredi 19 mai au stade des Martyrs de la Pentecôte. Cette rencontre était initialement prévue le 8 avril dernier. Elle avait été reportée suite au voyage de Don Bosco pour le Maroc afin d'y prendre part à une compétition de football.

Initialement prévu pour le 9 avril, le match OC Muungano – Bukavu Dawa se jouera finalement le samedi 27 mai, au stade de la Concorde de Kadutu. C'est un derby qui mettra aux prises deux clubs de la même contrée. Les deux clubs ne se sont pas

croisés suite à l'arrivée tardive de Muungano du Sud-Kivu, après avoir livré son match contre Don Bosco.

Le même samedi au stade des Martyrs de Kinshasa, le FC Renaissance recevra CS Don Bosco pour le compte de la 6<sup>ème</sup> journée. Bloqués à Bukavu, les Salésiens ont saisi l'instance pour le report de ce match qui devrait se jouer le 5 mai.

Don Bosco croisera ensuite le DCMP le 29 mai au stade Frédéric Kibassa Maliba de Lubumbashi. C'est un match en retard de la 3<sup>ème</sup> journée de la phase des play-offs de la division 1.

Le ministre sortant des Sports, Willy Bakonga Wilma, a accordé, une dérogation de quarante-cinq jours pour la saison sportive 2016-2017 en RDC, confirme un communiqué du ministère de tutelle daté du 8 mai.

### ENCORE 45 JOURS

Le ministre sortant a confirmé dans son communiqué que cette saison sportive s'étendra jusqu'au 15



AS V. Club de Kinshasa

juillet prochain; alors que sa clôture était initialement prévue le 31 mai.

Cette prorogation est bénéfique non seulement pour la Ligue nationale de football (Linafoot), mais aussi et surtout pour la Fédération congolaise de football association (FECOFA) dans l'organisation de la 53<sup>ème</sup> édition de la Coupe du Congo. La Linafoot doit impérativement terminer la phase retour du play-off.

A en croire radiookapi, le secrétaire général de la FECOFA, Grégoire, Badi Ediba, cette dérogation n'est pas une surprise.

« Il y a eu suspension du championnat national de football (Division I) deux mois durant et, cela a pesé pour que nous puissions solliciter cette dérogation. Et cela va aussi permettre à ce que la Coupe du Congo se joue normalement », a-t-il souligné.

Actuellement, le championnat national reste toujours dominé par le Daring Club Motema Pembe avec 14 points. Après le désastre intervenu lundi dernier pour le match DCMP – Renaissance qui ne s'est pas joué, la Linafoot a infligé des sanctions de part et d'autre pour le comportement anti sportif.

### Classement provisoire

	MJ	Pts
DCMP	6	14
Mazembe	7	12
V. Club	6	9
Renaissance	6	9
Don Bosco	4	7
Sanga Balende	6	4
Bukavu	6	3
Muungano	5	2

## 53<sup>ème</sup> Coupe du Congo : la phase des poules déjà en cours

La phase des groupes de la 53<sup>ème</sup> édition de la Coupe du Congo de football a démarré depuis le mardi 16 mai, au stade du 30 Juin de Kikwit (Kwilu). L'As Vutuka a dominé FC Renaissance de Kasangulu sur le score étriqué d'un but à zéro. L'unique réalisation de la partie a été l'œuvre de Makabi, à la 26<sup>ème</sup> minute.

L'entraîneur de l'As Vutuka, Mputu Portos, se dit satisfait de ce résultat. «Le match n'était pas facile. On a concrétisé une action et on a gagné le match grâce à l'Eternel et au travail des joueurs. On va continuer à travailler et corriger les erreurs pour remporter la deuxième journée et espérer nous qualifier pour la prochaine étape».

De son côté, l'entraîneur du FC

Renaissance a fustigé le comportement de l'arbitre de cette rencontre.

« L'arbitrage a été en dessous de la moyenne. Si on me demandait de le coter, je lui donnerai 3/10. Il y avait des hors-jeux imaginaires », s'est plaint Baudouin Lofombo.

Ce dernier espère que son équipe va se relancer dans la course lors de la deuxième journée contre AC Rangers de Kinshasa.

Ce mercredi, AC Rangers jouera DCMP/Bumba tandis que l'As Dragons fera face au RCK. Le même jour au stade de Kolwezi, FC Simba croisera Océan Pacifique de Mbuji-Mayi. Au site de Kindu, les organisateurs disent attendre toujours les clubs qualifiés.

LP/RO



## Mercato : PSG, Manchester et Milan convoitent Aubameyang

À l'approche du mercato estival, les rumeurs vont déjà bon train. Retrouvez ici votre point quotidien sur les principales officialisations et bruits de couloir des dernières 24 heures.

A 27 ans, Pierre-Emerick Aubameyang arrive à un tournant de sa carrière. Auteur d'une nouvelle saison très prolifique avec le Borussia Dortmund, l'attaquant gabonais plaît au PSG, à Manchester United et au Milan AC mais aucun de ces prétendants n'est encore passé à l'action concrètement. Du coup, la Panthère se montrerait de plus en plus réceptive à la position d'une partie de son entourage qui le pousserait à accepter une proposition venue de Chine et sur la table depuis plusieurs mois.

D'après L'Equipe, Tianjin Quanjian se serait en effet engagé verbalement à faire du buteur le joueur le mieux payé du monde avec un salaire de 50 millions d'euros annuels brut ! S'il venait à rejoindre la Chine, «PEA» ferait sans doute une croix sur son rêve de rejoindre un jour un cadreur européen, mais financièrement, la proposition est plus qu'alléchante... L'été s'annonce chaud !

Disposant d'un bon de sortie estimé à 15 millions d'euros, Ryad Boudebouz devrait quitter Montpellier



cet été. Si Newcastle, Everton, Southampton et la Lazio Rome sont sur les rangs, l'OL pourrait également tenter le coup et l'international algérien laisserait la porte ouverte à un départ dans le Rhône, indique L'Equipe.

Auteur d'une belle saison avec l'Ajax Amsterdam et convoité par plusieurs écuries européennes, dont l'OM, André Onana pourrait-il finalement rester aux Pays-Bas ? En tout cas, le gardien international camerounais de 21 ans a prolongé mardi son contrat avec les Lanciers jusqu'en 2021. De quoi forcément rehausser le prix d'un éventuel transfert cet été.

LP/ATS

**LePotentiel**  
Quotidien d'informations générales

**FONDATEUR**  
Modeste Mutinga Mutuishayi  
le 12 octobre 1982  
Autorisation n° 04/00015/DI/82  
Siège social :  
873, av. du Bas-Congo  
Kinshasa-Gombe  
B.P. 11 338, Kinshasa I, RDC  
E-mail :  
lepotentiel@yahoo.com  
www.lepotentielonline.com

**DIRECTION GÉNÉRALE**

**ADMINISTRATEUR-DÉLÉGUÉ**  
Willy Kabwe  
099 99 99 546

**CONSEILLER TECHNIQUE**  
Ben-Clet Kankonde Dambu  
081 525 09 89

**RÉDACTION**

**DIRECTEUR DE PUBLICATION**  
Faustin Kuediasala  
081 904 17 63

**RÉDACTEUR EN CHEF**  
Amédée Mwarabu K. 085 489 82 27  
**RÉDACTEUR EN CHEF ADJOINT**  
Pitshou Mulumba 081 476 61 56

**SECRÉTAIRES DE RÉDACTION**  
Richard Ngapi 081 685 05 14  
St Augustin Kienzi 081 515 86 44

**POLITIQUE**  
Pitshou Mulumba 081 476 61 56  
Médard Muyaya 081 069 11 22  
Ludi Cardoso 081 302 64 40  
Herve Ntumba 0823538803

**ÉCONOMIE**  
Olivier Kaforo 081 525 45 55

**SOCIÉTÉ & PROVINCES**  
Olivier Dioso 082 516 48 03  
Véron Kongo 099 852 69 77  
Donatien Ngandu M. 081 507 53 87  
Florent N'Lunda 081 493 78 50  
Lucie Ngusi 081 001 42 22

**SPORTS**  
Armel Langanda 081 194 58 60

**INTERNATIONAL**  
Cyprien Kapuku 097 047 77 70

**CULTURE & NTIC**  
Bienvenu Ipan 089 827 34 11

**COLLABORATEURS EXTERIEURS**  
Thembo Kash (Caricaturiste)  
Robert Kongo (France)

**RÉALISATION**

**METTEURS EN PAGE**  
José Kapwasa 081 324 96 68  
Odon Modjiri 099 824 14 10

**DOCUMENTATION**

Delphin Bateko 081 223 73 93

**LEPOTENTIELONLINE.COM**

**RÉDACTEUR EN CHEF**  
Stanislas Ntambwe 097 143 99 69

**ADMINISTRATION & FINANCES**

**CHEF DE SERVICE**  
Albert Tshiambi 081 493 47 53  
**COMPTABLE**  
Kevin Twende 085 386 08 44  
**CAISSIÈRE**  
Colette Kankunku 0997 69 81 07  
**INTENDANT**  
Constantin Mpoyi 099 853 36 48

**MARKETING & COMMERCIAL**

**CONSEILLER**  
Franck Lukusa 081 197 76 09  
**AGENTS COMMERCIAUX**  
John Rushimba 099 899 85 72  
Paulin Nkongolo 085 395 42 26

**IMPRIMERIE 7**

**CHEF DE SERVICE**  
Michaux Mulenda 082 930 3052

Édité par  
Groupe de presse MEDIA 7



# Bruxelles : Dona Mobeti en concert chez «Kimpwanza Africa Moto»

**Retrouvez le chanteur Dona Mobeti autour de son nouvel album «Dis-moi la vérité», produit par le groupe «Cavacha». Il sera en effet en concert exceptionnel chez «Kimpwanza Africa Moto» à Bruxelles, samedi 27 mai 2017, accompagné par l'«Emir» Adamo Ekula et «Les Césars du clan Langa Langa».**

Dona Mobeti, de son vrai nom Donatien Sabuela, est un représentant incontestable et incontesté de la musique congolaise moderne. Pour vous faire danser comme jamais au rythme d'«Evundes», l'ancien compagnon de «Mopero Wa Maloba» vous donne rendez-vous chez «Kimpwanza Africa Moto» à Bruxelles, samedi 27 mai 2017, pour un show à ne pas manquer. Il sera accompagné par l'«Emir» Adamo Ekula et son groupe musical nommé «

Les Césars du clan Langa Langa».

Dona Mobeti connaît le succès dès la création de son ensemble musical baptisé «Cavacha» en 1973. Des chansons telles que «Luciana», «Chérie Kadetti», «Pitchouna», «Ekila», «Mayi Mongala», «Nene Malakasi»... sont des œuvres de haute facture qui ont marqué la jeunesse congolaise de l'époque. «Le commandant», comme on le surnomme, s'est fait une place parmi les grandes pontes de la rumba congolaise. Depuis plus de quarante ans, il connaît une célébrité particulière liée à son talent et son courage. Dans quelques jours, c'est fort de milliers de fans - en Afrique et en Europe - que le chanteur entend conquérir le public bruxellois. Il s'y prépare. L'artiste sait surprendre. Et là où Dona Mobeti surprend, c'est son désir constant d'emmener le public



avec lui. Un plaisir communicatif parfois bien rare chez beaucoup d'artistes congolais, tant leurs shows laissent peu de place à l'improvisation. Le «commandant», lui, ponctue chacun de ses morceaux de quelques mots aux spectateurs, clamant tout au long d'un concert son amour pour la musique, pour son public, pour son pays, la RDC, évoquant même la crise congolaise. Le 27 mai 2017 chez «Kimpwanza Africa Moto» à Bruxelles, il jouera

les morceaux de son nouvel album, certes, mais également quelques chansons qui ont fait son succès depuis plus de quatre décennies. Alors, un conseil, soyez au rendez-vous et ne manquez pas le spectacle inédit que va livrer le «léopard» de la musique congolaise, en prélude à son grand retour sur scène en 2018. Dona Mobeti en concert, c'est un show spectaculaire !

**ROBERT KONGO,**  
CORRESPONDANT EN FRANCE

## « La Gestion politique du Programme de gouvernement » porté sur les fonts baptismaux

MÉDARD MUYAYA

Le temps que les autres consacrent à des querelles de postes, Hubert Kabasubabo Katulondi le consacre à la production d'une richesse scientifique basée sur la démocratie développementale. Publié aux éditions «USALGA» aux USA en 2017 sous la direction d'Hubert Kabasubabo Katulondi, «La Gestion du Programme de gouvernement» a été porté sur les fonts baptismaux en la salle de réunion du Centre de recherches en sciences humaines (CRESH) mardi 16 mai. La cérémonie a été présidée par le directeur général du CRESH, Dr Florimond Nyamoga. Il est préfacé par le professeur Kasonga wa Kasonga, directeur exécutif de «USALGA». Il contient 367 pages. Le professeur André Atshwel a procédé à la présentation des lignes maîtresses du livre et de son apport scientifique.

Pour le présentateur, dans cet ouvrage, il y a un effort scientifique et les différents auteurs n'ont pas jérémié, ils sont allés aux faits. Il précise que dans ce livre, il n'y a pas que le leadership, il n'y a pas que la politique, mais il y a également le management qui est pris en compte.

### LE LEADER POLITIQUE POSSÈDE UNE VISION DE PROGRÈS

Le professeur André Atshwel présente les dix chapitres du livre. Le premier est



consacré à une conceptualisation du Programme de gouvernement en mettant l'accent sur la démocratie développementale. Le leader politique, en tant qu'opérateur sociopolitique, possède une vision de progrès collectif, motivant et mobilisant les membres de son organisation et de sa collectivité.

Le deuxième chapitre est focalisé sur l'approche gouvernologique dans l'élaboration du Programme de gouvernement qui sous-tend une production du Programme de gouvernement assorti de principes et normes de maximisation de la productivité politique. «Elle est un exercice collectif, l'esprit d'équipe et un impératif managérial.

Le troisième chapitre est axé sur le leader gouvernant et la conception de la matrice programmatique. L'auteur soutient que le leader politique est la racine du Programme de

gouvernement. Cette matrice, a-t-il insisté, met en exergue la vision, la mission, la thèse, la problématique, les actions-phases, les pistes de mobilisation des ressources financières et les résultats escomptés.

Le quatrième chapitre traite du leader politique gouvernant, de l'amélioration du Programme du gouvernement et de la participation citoyenne. Il s'agit d'une synthèse intégrative où les experts, les universitaires, les formations professionnelles, la Société civile, les médias travaillent ensemble.

Le cinquième chapitre parle de l'élaboration du Programme de gouvernement. Il présente les matériaux, les montages et la validation interne. Il faut analyser les différents programmes de gouvernement.

### RATIONALISER L'EXÉCUTION DU PROGRAMME

Le sixième chapitre qui est dédié à la validation parlementaire du Programme de gouvernement s'articule autour de trois axes, à savoir l'après-validation parlementaire avec les responsables des groupes parlementaires et des commissions, la fonction améliorative de la validation parlementaire et, enfin, le rôle de l'opposition et la mobilisation et la pression de la société. Le septième chapitre est orienté vers l'exécution du Programme de gouvernement avec une spécificité, les perspectives contractuelles et

managériales. «Pour cela, il faut la rationalisation et la normalisation de l'exécution de Programme de gouvernement, les partis politiques et la suivi de l'exécution et la gestion des renseignements et la réussite de l'exécution de gouvernement», a-t-il recommandé.

Le huitième chapitre est consacré au leader politique et à la communication politique du Programme de gouvernement. Et pourtant, la communication politique est donc substantielle. Le leader politique doit communiquer avec l'administration et les institutions dans l'exécution du Programme de gouvernement.

Le neuvième chapitre est focalisé sur le leader politique, l'exécution du Programme de gouvernement et les conflits politiques. A vrai dire, souligne le présentateur, quelle que soit sa bonne volonté pour matérialiser son programme, et même si toutes les ressources seraient disponibles, il est impérieux que le gouvernant gère intelligemment les conflits politiques endogènes et exogènes. «C'est l'une des conditions de la stabilité et de performance du gouvernement», a-t-il exigé. Le dixième chapitre est axé sur l'évaluation et le bilan du gouvernement. On doit vérifier, c'est cela l'approche managériale pour qu'on sache ce qui a été fait et ce qui n'a pas encore été fait, a-t-il conclu.

Initiative de Marie-Olive Lembe Kabila

## La RDC réalise ses deux premières opérations chirurgicales à cœur ouvert à Ngaliema

**C'est une première dans l'histoire médicale de la RDC et de toute l'Afrique centrale. Deux opérations chirurgicales à cœur ouvert ont été réalisées avec succès au Centre pédiatrique de chirurgie à cœur ouvert Maman Olive Lembe Kabila de la clinique Ngaliema.**

AMÉDÉE MWARABU

La Première dame de la RDC, Marie-Olive Lembe Kabila, a rendu visite, le mardi 16 mai, aux deux premières patientes du Centre pédiatrique de chirurgie cardiaque de la clinique Ngaliema. Ces deux malades, une de 41 ans et l'autre de 15 ans, ont été opérées lundi 15 mai de leur cardiopathie. C'est la première fois que la RDC réalise une opération chirurgicale à cœur ouvert.

« Nous avons réalisé les deux premières opérations de chirurgie cardiaque à cœur ouvert sur circulation extracorporelle dans cette clinique de Kinshasa », a déclaré le professeur François Rouberti, chirurgien cardiaque pédiatrique au Centre hospitalier universitaire de Bordeaux en France, un des médecins qui a opéré les deux patientes congolaises.

« Nous sommes tout à fait satisfaits parce qu'on a opéré deux jeunes femmes qui avaient de malformations cardiaques et qui ont pu être réparées complètement. La preuve est que dès le lendemain, elles pouvaient respirer toutes seules. Elles pouvaient bouger sur le lit et répondre à des questions sans le moindre problème », a ajouté le professeur François Rouberti, venu de Bordeaux pour cette première mission.

Outre l'expertise des médecins congolais, français et belges, qui a aidé au succès de ces deux

interventions, le centre est doté d'équipements de pointe. « On a eu la chance de travailler dans un environnement avec une salle d'opération et des lits de réanimation adaptés pour une chirurgie cardiaque dans de très bonnes conditions. On remercie la distinguée Première dame pour avoir fourni tous ces appareils en vue de réaliser ces opérations chirurgicales. On est très satisfait », a ajouté le chirurgien cardiaque français.

### LA PREMIÈRE DAME ÉMUE DU SUCCÈS

Le Centre pédiatrique de chirurgie à cœur ouvert Marie-Olive Lembe Kabila de la clinique Ngaliema est une initiative de l'épouse du chef de l'Etat. La Première dame a porté ce projet du début jusqu'à sa réalisation complète.

« Je suis très émue du fait que Dieu a permis la réussite de ces opérations. Je suis très contente mais aussi très touchée. Je ne peux que dire merci à Dieu parce que c'est lui qui a permis que cette œuvre devienne réalité aujourd'hui. C'est pourquoi j'aimerais dire ceci aux Congolais et surtout aux politiciens de nous serrer la main pour faire développer notre pays. Il n'y a personne qui a une baguette magique dans sa main. Pour que ce centre existe, tout le monde a mis la main à la patte », a dit Marie-Olive Lembe Kabila, après avoir visité les deux patientes opérées.

L'épouse du chef de l'Etat a salué le travail fourni par toute l'équipe des médecins. « Moi, je ne suis ni médecin, ni anesthésiste. Je remercie tout le monde qui a contribué au succès de ces deux opérations. Le jour de l'opération, moi j'ai jeûné pour que Dieu fasse que cela puisse réussir. Tout ce que je pouvais faire, c'était de prier. Quant au reste, ce sont les professionnels qui ont contribué au succès de ces opérations », a dit Olive Lembe Kabila, très admirative du bon travail des médecins.

Venu aussi visiter les deux patientes opérées, le ministre de la Santé publique Oly Ilunga a déclaré : « Einstein avait dit pour changer le monde, il faut d'abord du rêve. Je crois qu'au départ, il y avait le rêve de la Première dame pour ce Centre de chirurgie cardiaque. Elle avait une vision qu'elle a communiquée aux autres. Alors, pour que ce rêve puisse se réaliser, il faut que le différent professionnels fassent chacun son travail. C'est vraiment un travail de toute l'équipe ».

### LES CARDIOPATHIES

Les deux patientes avaient des malformations cardiaques. « On a fait un remplacement valvulaire mitral chez une patiente qui avait une insuffisance mitrale. Normalement, le cœur a quatre cavités et le sang passe des oreillettes vers les ventricules. Entre les oreillettes et les ventricules il y a une espèce de valve, une sorte de robinet, qui régule la circulation du sang. Une patiente avait une anomalie qui faisait que le sang qui passait des oreillettes vers les ventricules revenait encore vers les oreillettes. Ce qui lui causait l'es-

soufflement, la palpitation, la fatigue. On a remplacé cette valve par une valve mécanique. Et la patiente est guérie », a expliqué Dr Christelle Kashita, une Congolaise qui a participé à ces interventions.

« La deuxième malade avait un problème de communication ventriculaire. Dans le bon fonctionnement du cœur, les ventricules ne peuvent pas communiquer entre eux. Chez cette adolescente, les ventricules communiquaient. Ce qu'on a fait c'est qu'on a fermé la brèche entre les deux ventricules avec un patch », a ajouté Dr Christelle Kashita.

Ce centre est doté de matériels de pointe. Dans la salle d'opération, on trouve notamment un matériel clé, la machine de circulation extracorporelle. « C'est une machine qui remplace le cœur et le poumon pendant l'opération. Sans elle, on ne peut réaliser une chirurgie à cœur ouvert », a dit Dr Etienne Tshionyi Kabanga, chargé des missions du Centre pédiatrique de chirurgie à cœur ouvert. Et de remercier Olive Lembe Kabila pour cette œuvre : « Nous faisons chapeau bas à la Première dame parce que c'est un projet que nous menons depuis 18 ans. Sans son intervention, on n'aurait pas eu la construction de ce centre, encore moins son inauguration il y a une année ».

Les deux patientes n'ont déboursé aucun sou pour bénéficier de soins. « Ces interventions coûtent très cher. C'est autour de 40 000 euros en Europe. Ailleurs, ce sont les mutuelles qui payent. Ici, les patientes n'ont rien payé parce que c'est sous le leadership de la Première dame », a précisé Dr Tshionyi.

### APOSTROPHE

C'était en 1995

BEN CLET



**La tragique histoire Lzaïro-congolaise se répète, avec son lot des misères qui n'interpellent pas les élites. La crise politique en cours (2017) vient rappeler celle des années 1990-1997.**

**Voici la réflexion de l'intellectuel Tshiyembe Mwayila, Dr d'Etat en droit. Il l'a développée à l'Université Libre de Bruxelles, dans le cadre du Club Zaïre 2000 dirigé par Jules Fontaine Sambwa. C'était en juillet 1995.**

**«La tenue de la Conférence nationale souveraine (CNS) n'a pas résorbé la crise. ... [Celle-ci] prend sa source dans le discours du 24 avril 1990, dans lequel le maréchal Mobutu saborde l'ordre juridique de la 2<sup>ème</sup> République fondant sa légitimité, annonce l'avènement de la 3<sup>ème</sup> République et dresse le portrait-robot du [futur] chef de l'Etat ...**

**«A s'y méprendre, ce portrait-robot ressemble bel et bien à l'autoportrait du maréchal. Il ne fait l'ombre d'un doute que, dans son esprit, la transition signifie qu'il doit se succéder à lui-même, par tous les moyens, contre vents et marées.(...)»**

**«Une analyse lucide des réalités permet de constater que le projet du statu quo ante porté par Mobutu et celui du changement radical porté par Tshisekedi, ont leur dynamique mobilisatrice spécifique des forces sociales, dépassant largement le cercle intime de ces deux personnalités.**

**«Une approche socio-politique de cette crise révèle que, telle une faille, cette contradiction essentielle structure ... les deux projets de société et les forces en présence vers une bipolarisation. Le refus du chef de l'Etat de laisser gouverner l'équipe issue de la CNS traduit, dans les actes, pour paraphraser Mgr Monsengwo, "le rejet du nouvel ordre institutionnel et du nouveau projet de société mis en place par la CNS ainsi que la volonté de perpétuer l'ancien régime".»**

## 17 mai 1997 : 20 ans après, que reste-t-il de la révolution-pardon ?

ST AUGUSTIN K.

Mardi 16 mai, la veille de la commémoration de 20 ans de la prise du pouvoir par Laurent-Désiré Kabila, l'ambassadeur Théodore Mugalu, chef de la Maison civile du chef de l'Etat, était face à la presse. Avec un regard rétrospectif, il a scruté ce qui reste de la révolution-pardon initié par Mzee Kabila, 20 ans après. Au nombre d'acquis, Théodore Mugalu retient « la révolution agraire (service national), la constitution et les institutions démocratiques mises en place ». A ces acquis devait s'ajouter la « révolution des cœurs », car il faut que les cœurs des Congolais soient conquis par la Parole de Dieu. Et c'est de la responsabilité de l'Eglise qui doit travailler à la conversion de l'espace politique au travers le souverain primaire à qui il faut apprendre comment voter et pour qui voter. De l'avis du pasteur Théodore Mugalu, « Si le cœur est tortueux, l'on ne pourra jamais atteindre les objectifs. Les desseins de Dieu sont pervertis par le cœur tortueux ». Pour ce faire, les pasteurs doivent évangéliser pour que le pays honore Dieu selon Osée 8, 4.

D'aucuns pensent que la

révolution de 1997 était un raté puisqu'il s'agissait d'une revanche des swahiliphones sur les Bangala qui ont pillé le Katanga et autres provinces de l'Est dans l'exploitation des minerais. Théodore Mugalu ne partage pas cette approche. « La révolution n'était pas une affaire des gens de l'Orient contre ceux de l'Occident, sinon il n'y aurait pas adhésion massive de la jeunesse congolaise tout le long du parcours et le Congo ne serait pas conquis en 7 mois. La révolution aurait rencontré une résistance des gens de l'Ouest. Cela signifie en d'autres termes que les idées de cette révolution n'étaient pas celles de LD Kabila, mais c'était la révolution des pères de l'indépendance ressuscitée par Mzee Kabila », a-t-il argumenté.

### INCOMPRÉHENSION ENTRE HÉRITIERS

Quelque temps après, il y a eu incompréhension entre héritiers du combat de la révolution-pardon. Les vrais héritiers de la révolution sont les paysans, les kadogos, aujourd'hui oubliés, parce que Kinshasa a pris la démocratie en otage.

Pour les réhabiliter, Théodore Mugalu pense qu'« il faut que

les leaders politiques acceptent de se remettre en question parce qu'ils ne peuvent exclure le souverain primaire de tous les débats. Aujourd'hui, on redoute même les consultations, et pourtant elles sont un couteau à double tranchant. Personne ne sait pas prévoir la réaction du peuple ».

A lire entre les lignes, le projet du référendum fait du chemin au sein de la Majorité présidentielle. Mais pour quelles matières il faut consulter le peuple ?

L'ambassadeur Mugalu estime que s'il y a référendum, il doit porter sur des matières qui restituent le pouvoir au peuple. « Car, pense-t-il, il faut éviter de prendre la démocratie en otage et de s'enfermer dans les maladies de la démocratie ».

En tant que pasteur, il demanderait aussi de remettre en question une constitution qui méprise Dieu. L'Etat congolais est laïc, mais il y a lieu d'avoir une laïcité avec Dieu (comme en Israël, aux USA). « Que cherchons-nous finalement, nous Congolais? Nous avons vocation de puissance avec les richesses du Jardin d'Eden dans notre sous-sol. Mais comment allons-nous protéger ces richesses si nous n'avons pas la puissance ?

Or pour avoir la puissance, il faut se retourner vers le Tout Puissant qui donne la puissance », a-t-il exhorté.

Vingt ans après, on est convaincu que le système mobutien persiste. Que faire pour sauver la révolution-pardon ?

Pour le pasteur, il faut renouveler la classe politique selon la vision de LD Kabila, que le souverain primaire prenne ses responsabilités de renouveler le personnel politique du pays. C'est un peu ce qui a manqué à la révolution-pardon. Il a fallu que les pasteurs proposent à la révolution la marche à suivre pour mériter le pardon de la révolution-pardon. Non seulement qu'il a été monnayé par l'entourage de Mzee mais aussi ceux qui l'avaient bénéficié sont revenus avec d'autres agendas.

« On ne peut pas pardonner sans confession. Il était question que la révolution-pardon mette en marche à suivre pour accéder à ce pardon : reconnaître ses torts, les confesser, placer ceux qui doivent être pardonnés dans un camp de repentance, ils remboursent une partie de ce qu'ils ont pillé. Mais les gens sont venus pêcher en eaux troubles », a regretté l'ambassadeur Théodore Mugalu.